



**Stadt Biel
Ville de Bienne**

Parlamentssekretariat
Secrétariat parlementaire

12^e procès-verbal du Conseil de ville / 12. Stadtratsprotokoll

Séance du 1^{er} octobre 2025 à 18h00

Sitzung vom 1. Oktober 2025, 18.00 Uhr

Lieu: salle du Conseil de ville au Bourg

Ort: Stadtratssaal in der Burg

Présents / Anwesend:

Achermann Brice, Augsburger Dana, Benz Raphael, Berclaz Cappelletti Pascale, Boly Kady, Briechle Dennis, Bucher Juliet, Buchhofer Kioutsoukis Stefan, Burri Rahel, Clauss Susanne, Comment Rachel, Corbaz Catherine, Demierre Patrick, Eggli Roland, Gerber Andreas, Hamdaoui Mohamed, Heiniger Peter, Kilezi Ruth, Koller Levin, Leonarz Matilda, Magnin Nadia, Manzoni Bryan, Maurer Stefan, Meier Julian, Moeschler Marie, Molina Franziska, Müller Bernhard, Müller Lukas, Paronitti Maurice, Rodriguez Ugolini Julian, Roquet Hervé, Rüber Stefan, Ryser Siri, Scherrer Jürg, Schiess Christophe, Schlup Katharina, Schlup Nina, Schneider Sandra, Schüpbach Manuel, Schultz Moema, Sprenger Titus, Steinmann Alfred, Stöcker Manuel, Stolz Joseline, Suter Daniel, Sutter Andreas, Urweider Vera, Varrin Océane, Wassmann Leona, Weber Philippe

Absence(s) excusée(s) / Entschuldigt:

Cacciabue Anna, De Lorenzo Bryan, Francescutto Luca, Gloor Yannick, Lehmann Caroline, Leuenberger Bernhard, Lindegger Reto, Michel Tamara, Schneider Veronika, Tonon Arianne

Représentation du Conseil municipal / Vertretung des Gemeinderates

Gonzalez Bassi Glenda, maire

Conseillères municipales / Conseiller municipal: Feurer Beat, Frank Lena, Pittet Natasha, Tanner Anna

Absence(s) excusée(s) du Conseil municipal / Entschuldigt Gemeinderat:

-

Présidence / Vorsitz:

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville

Secrétariat / Sekretariat:

Eggler Isabelle, secrétaire générale adjointe du secrétariat parlementaire

Mot de bienvenu	4
1. Approbation de l'ordre du jour	4
2. Communications du Bureau du Conseil de ville	4
3. Communications de la Commission de surveillance	4
4. Approbation des procès-verbaux / (25/26.06.2025 / Nos 7 et 8)	4
5. Déclaration interpartis	5
6. 20240352 Budget 2026 (Rapport / Partie comptable)	6
• Débat général	6
• Message aux ayants droit au vote	13
7. 20240352 Plan financier 2027–2029 (années de planification 2027-2029) et planification des investissements (2026–2035)	14
8. Interventions reportées des séances précédentes	17
8.1 202050069 Interpellation interpartis Schlup-Eigenmann Katharina, Groupe PVL+, Schiess Christophe, Les Vert·e·s, Lindegger Reto, FDP, Sutter Andreas, FDP, Bord Pascal, PRR, Urweider Vera, Groupe Avenir Bienne/Centre, «Immeubles inscrits au patrimoine financier»	17
8.2 20250068 Interpellation Clauss Susanne, Groupe PS/JS, «Agriculture sur le territoire communal »	19
8.3 20250067 Interpellation interpartis Schultz Moema, PSR, Wassmann Leona, PS, « Face aux violences patriarcales, que fait Bienne ? »	20
8.4 20250066 Interpellation Schneider Sandra, Groupe UDC, «Davantage de transparence concernant l'aire de transit de Bienne »	23
9. Motivation de l'urgence de l'interpellation interpartis urgente, Stolz Joseline, Groupe PSR, Rüber Stefan, Groupe Les Vert-e-s, Eggli-Aerni Roland, PVL Comment se fait-il que la Ville laisse ses biens immobiliers se délabrer et finisse par mettre ses locataires à la rue ?	25
10. Motivation de l'urgence du postulat urgent, Wassmann Leona, Groupe PS/JS, Burri Rahel, Groupe PS/JS, Schultz Moema, Groupe PSR, Boly Kady, Groupe PSR, Urweider Vera, Groupe Avenir Bienne/Centre, Varrin Océane, Groupe PRR, Magnin Nadia, Groupe Les Vert-e-s, Schlup- Eigenmann Katharina, Groupe PVL+ "Intervention en faveur du maintien de la ligne d'urgence AppElle"	26
11. 20250180 Postulat urgent Weber Philippe, Les Vert·e·s, Rüber Stefan, Les Vert·e·s, Briechle Dennis, PVL, « Un renforcement ciblé de la sécurité cycliste sur la rue Alexander--Moser »	26
12. 20250181 Interpellation interpartis urgente Schlup-Eigenmann Katharina, PVL, Bord Pascal, PRR, Sutter Andreas, FDP, Maurer Stefan, UDC, Berclaz Pascale, Groupe Avenir Bienne/Centre, Molina Franziska, PEV, «Informations concernant les hausses des dépenses et les changements en matière de recettes depuis le 1er janvier 2024 »	28
13. 20250182 Interpellation interpartis urgente Schüpbach Manuel, Groupe les Verts, Boly Kady, Groupe PSR, Lindegger Reto, Groupe FDP, Rodriguez Ugolini Julian, Groupe PS/JS, Schlup-Eigenmann Katharina, Groupe PVL+, Suter Daniel, Groupe PRR, «Souveraineté numérique de la Ville de Bienne»	28
14. 20250092 Postulat Rodriguez Ugolini Julian, Groupe PS/JS, « Améliorer les processus décisionnels concernant l'utilisation des immeubles appartenant à la Ville »	30

15.	20250093 Postulat Rodriguez Ugolini Julian, Groupe PS/JS, « Centraliser la gestion de tous les immeubles appartenant à la Ville »	31
16.	20250094 Postulat Sprenger Titus, Groupe Les Vert-e-s, «Parking de la Gare: supprimer ou modifier la mise à ban générale pour le trafic piéton et cycliste»	32
17.	20250090 Postulat Schlup-Eigenmann Katharina, Groupe PVL+, « Il faut considérer le Palais des Congrès comme une seule unité ».....	34
18.	20250091 Postulat Burri Rahel, Groupe PS/JS, « Sécurité routière dans le quartier de la Champagne ».....	35
19.	20250095 Interpellation interpartis Rüber Stefan, Groupe Les Vert-e-s, Eggli-Aerni Roland, Groupe PVL+, Lindegger Reto, Groupe FDP, « Où en est le postulat 20230188 concernant la préservation de l'héritage industriel de Bienne (« Reusine ») ? »	38
20.	20250096 Interpellation Sprenger Titus, Groupe Les Vert-e-s, «Autorisation à ne pas respecter les interdictions de circuler sur des routes communales» ..	39
21.	20250097 Interpellation Achermann Brice, Groupe UDC, « Semaine d'action contre le racisme est-ce vraiment de l'intégration ? »	39
22.	Nouvelles interventions	44

Mot de bienvenu

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville: Chers collègues, je vous invite gentiment mais sûrement à prendre place pour commencer cette séance. Plusieurs personnes m'ont demandé s'il y avait une séance demain. Cela dépend de votre bon vouloir!

Je vais commencer par quelques communications. Sachez déjà qu'une double séance sera prévue le mois prochain, c'est-à-dire les mercredi et jeudi 19 et 20 novembre, en particulier en raison du programme de mesures « Substance ». Je vous rappelle aussi que le secrétariat parlementaire va bientôt déménager dans la Vieille Ville. Vous allez recevoir un courriel la semaine prochaine avec les détails. Je vous informe aussi qu'une campagne d'information concernant la cybersécurité sera menée par le Département informatique de la Ville dans le courant du mois d'octobre. Là aussi, vous recevrez un courriel, afin de pouvoir suivre une petite formation.

1. Approbation de l'ordre du jour

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville: Pour ce qui est de l'ordre du jour, il y aura un ajout au tout début, avec une déclaration interpartis concernant l'avenir des médias biennois.

L'ordre du jour est approuvé tacitement avec cette modification.

2. Communications du Bureau du Conseil de ville

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville: Pour des raisons personnelles, je ne pourrai pas revenir après la pause. La vice-présidente, Kady Boly, me remplacera.

3. Communications de la Commission de surveillance

Aucune communication.

4. Approbation des procès-verbaux / (25/26.06.2025 / Nos 7 et 8)

Les procès-verbaux des 25 et 26 juin 2025 (Nos 7 et 8) sont approuvés tacitement.

5. Déclaration interpartis

Stolz Joseline, au nom du Groupe PSR: Voici une déclaration des groupes parlementaires PSR, PRR, Les Vert.e.s, Avenir Bienne, Le Centre, SP/JUSO et GLP+. Le titre est « Quel avenir pour la presse régionale ? ». La semaine dernière, le groupe Gassmann a pris deux décisions importantes concernant la presse régionale. Il a commencé par annoncer qu'il cédait toutes ses parts dans le « Journal du Jura » et dans « Radio Jura bernois », deux médias francophones. Trois jours plus tard, ce même groupe Gassmann révélait avoir racheté « TeleBärn » et « Radio Bern1 », deux médias alémaniques basés à Berne. En tant qu'élus et élus du peuple, nous avons le droit et même le devoir de nous inquiéter de l'avenir de la presse régionale. Nous le savons, l'avenir de « TeleBilingue » est suspendu au recours déposé contre la non-reconduction de sa concession. Nous savons aussi que l'avenir du journal « Biel Bienne » qui, dès l'année prochaine, sera encarté dans le « Bieler Tagblatt », dépend des annonceurs et de l'âge de ses créateurs. Nous savons aussi que les habitudes en matière d'information ont changé. Mais notre démocratie a besoin de médias régionaux disponibles, aussi bien en français qu'en allemand, des journaux ou des médias électroniques produits par des journalistes formés pour exercer cette profession. Leur affaiblissement nuirait non seulement à notre vie politique mais aussi économique, sportive, associative et sociale. Nous aimons critiquer les médias quand ils font des erreurs ou publient des textes qui ne nous plaisent pas, mais nous avons aussi besoin d'eux pour débattre avec la population.

Drôle de coïncidence, ces décisions du groupe Gassmann ont été annoncées alors que l'on apprenait en même temps, suite à une étude publiée par le Conseil des affaires francophones, que la part des francophones dans les communes de l'agglomération biennoise ne cesse d'augmenter. C'est aussi la manière de communiquer du groupe Gassmann qui nous interpelle. Voici trois exemples. Le copropriétaire du groupe déclare le 25 septembre sur ajour.ch: « Nous entendons mieux servir l'ensemble du canton ». Les francophones biennois que nous sommes se demandent, mais de quel canton parle-t-il ? Dans ce même article, le copropriétaire du groupe Gassmann dit: « Nous voulons produire ce que les gens souhaitent voir, entendre et lire ». Est-ce vraiment cela que nous attendons d'un média ? Qu'il réponde à nos désirs particuliers comme si nous étions à la crêperie ou à la gelateria ? Dans l'éditorial du « Bieler Tagblatt » du 27 septembre, la directrice éditoriale du groupe affirme: « Le bilinguisme est inscrit dans l'ADN des éditions Gassmann. Ce n'est pas simplement une étiquette que nous pouvons apposer ou retirer à notre guise, c'est notre fondement ». La proclamation d'un tel credo, à peine 5 jours après l'annonce de la vente du « JdJ » et de « RJB », nous laisse profondément perplexes.

Pendant plus de 150 ans, les éditions Gassmann ont publié dans la région des journaux en allemand et en français. Elles ont contribué au renforcement de notre identité bilingue. Elles ont contribué à cultiver le « Miteinander » plutôt que le « Nebeneinander ». Comme l'a dit le CAF dans son communiqué, le bilinguisme repose sur la volonté toujours renouvelée de part et d'autre de travailler ensemble. Il est une richesse pour la région, mais il nécessite le plus grand soin pour se développer, ce d'autant plus dans un domaine aussi sensible et aussi essentiel que celui des médias.

L'annonce du divorce au niveau des propriétaires des médias régionaux nous inquiète donc, malgré les tentatives de nous rassurer. La fragilisation des médias sur la place biennoise et la non-volonté de maintenir une identité biennoise bilingue forte nous interpellent. Il faut que nos élus politiques communaux, régionaux, cantonaux

s'emparent de la question de l'avenir de l'univers médiatique de notre région. Les biennoises et les biennois doivent avoir une couverture médiatique locale et régionale en français et en allemand. Nous, élus et élues francophones à cette assemblée, tenons, par cette déclaration, à manifester notre inquiétude et nous sommes reconnaissants que les collègues alémaniques la partagent avec nous. Pour le groupe PRR: Bryan Manzoni, pour le groupe des Vert.e.s: Christophe Schiess, pour les groupe Avenir Bienne et Le Centre: Pascal Berclaz, pour le groupe SP/JUSO: Levin Koller, pour le groupe GLP+: Dennis Briechle, pour le groupe PSR: moi-même. Je vous remercie de votre attention.

6. 20240352 Budget 2026 (Rapport / Partie comptable)

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville: Mon sacro-saint devoir de réserve m'interdit de dire merci.

Le point suivant, c'est le budget. Vous avez déjà reçu l'information dans un courriel, si je ne dis pas de bêtise, le temps de parole sera réduit, comme l'année dernière. C'est-à-dire 10 minutes pour les porte-paroles de la commission, en l'occurrence la commission des finances, 5 minutes pour les porte-paroles des groupes et 3 minutes pour les oratrices et les orateurs individuels. On va d'abord mener le débat général sur le budget. Ensuite, pour autant que la parole soit demandée, direction par direction, puis passer au vote sur le budget lui-même. Donc, si le processus est compris, je donne la parole à la Commission des finances.

- **Débat général**

Rüber Stefan, Finanzkommission: Ich habe meine Brille vergessen und deshalb fehlt mir heute etwas die Weitsicht. Uns liegt unterdessen das vierte Übergangsbudget in Folge vor. Wie vorhersehbar, gibt es inhaltlich keine grossartigen Veränderungen im Vergleich zum letzten Budget. Allgemein bekannt ist, dass nach dem Plan des Gemeinderats, dies das letzte Budget nach dem Copy-paste-Prinzip ist. Die Diskussion über die Sparmassnahmen zu «Substance+» erwartet uns in der Stadtratssitzung im November 2025.

Doch jetzt zuerst zum Budget 2026. Selbstverständlich gibt es im vorliegenden Budget Anpassungen, auch wenn es ein Copy-Paste-Budget ist. Die relativ starke Zunahme des Personalaufwands von CHF 5,8 Mio. sticht ins Auge. Davon sind rund CHF 2 Mio. für Teuerung und Lohnentwicklung vorgesehen. Beim Rest handelt es sich vor allem um Stellen bei den Tagesschulen und im Erwachsenen- und Kinderschutz, welche vom Kanton finanziert werden. Beim Sach- und Betriebsaufwand sehen wir quasi keine Veränderung. Es gibt einen leichten Mehraufwand von CHF 600'000 gegenüber dem Budget 2025 und gegenüber 2024 sogar einen Minderaufwand. Interessant ist, wie immer, der prognostizierte Fiskalertrag. Dort setzt sich der positive Trend bei den natürlichen Personen fort, bei den juristischen Personen liegt der Betrag zwischen dem Budget 2025 und dem realisierten Ergebnis von 2024. Insgesamt sind es CHF 12 Mio. mehr als 2025 veranschlagt, aber immer noch CHF 7 Mio. weniger als der realisierte Wert 2024.

Spannend ist auch immer das Finanzierungsergebnis. Dank den tieferen Zinszahlungen und Zinserwartungen reduziert sich die Last aus den Schulden, gleichzeitig erhöhen sich die Einnahmen aus den Baurechten. Bei der Durchsicht der Zahlen gilt es aufzupassen: Die Gewinnausschüttung des ESB (Energieservice Biel/Bienne) ist neu im Finanzierungsergebnis und nicht mehr beim Transferertrag.

Kommen wir zu den Sorgenkindern: Beim Finanz- und Lastenausgleich verschlechtert sich netto die Situation der Stadt Biel um rund CHF 5 Mio. Investitionen sind sehr wichtig. Im Budget 2026 – ich komme dann später nochmals darauf zurück – betragen sie beinahe CHF 100 Mio., davon CHF 74 Mio. im allgemeinen Haushalt. Die Subventionen in der Höhe von CHF 17 Mio. abgezogen, ergeben die Nettoinvestitionen rund CHF 56,6 Mio. Die Investitionen gehen vor allem in die Gebäude, den öffentlichen Raum, wie beispielsweise die Neugestaltung des Zentralplatzes und in die Digitalisierung.

Zur Erfolgsrechnung: Insgesamt haben wir im operativen Ergebnis im allgemeinen Haushalt einen Aufwandüberschuss von CHF 29 Mio. Dieses negative Ergebnis muss über die Eigenkapitalreserven ausgeglichen werden. Das ist an und für sich nicht besonders problematisch. Die Reserven haben in der Vergangenheit auch schon zugenommen und können für diesen Fall verwendet werden. Problematisch ist aber, dass aus diesem negativen operativen Ergebnis auch eine leicht negative Selbstfinanzierung von minus CHF 1,5 Mio. resultiert. Das heisst, der allgemeine Haushalt kann sich ganz knapp nicht selbst finanzieren und jeder investierte Franken muss fremdfinanziert werden. Darüber haben wir in der Finanzkommission natürlich sehr intensiv diskutiert, denn diese düstere Prognose hatten wir auch schon in den vergangenen vier Jahren mit budgetierten operativen Ergebnissen in einer ähnlichen Grössenordnung. Dafür, dass die letzten Abschlüsse deutlich besser abschnitten und die Schuldenlast in den Jahren 2023 und 2024 nicht mehr angestiegen ist, gibt es zwei Gründe: einen positiven und einen eher negativen. Positiv für die Stadt Biel ist oder war, dass vor allem die Einnahmen regelmässig höher ausgefallen sind als prognostiziert. Dazu kommen noch andere Abweichungen, die in operativen Ergebnissen resultierten und rund CHF 20 Mio. besser abschnitten als budgetiert. Negativ für die Stadt Biel ist hingegen, dass eben zu wenig investiert wird oder anders gesagt, wenn die geplanten Investitionen auch getätigt worden wären, müsste die Stadt Biel dafür Fremdkapital aufnehmen und dadurch wäre die Schuldenlast gestiegen. Nicht zu investieren, bedeutet bei gewissen Projekten, dass sie einfach in die Zukunft verschoben werden und das kann ja nicht unser Ziel sein.

Die allgemeine Bevölkerungsentwicklung ist aus finanzieller Sicht positiv zu werten, weil die Einnahmen weiterhin zunehmen. Kritisch ist hingegen zu beurteilen, dass die Stadt von den höheren Einnahmen nicht vollständig profitiert. Ein Teil geht über die geringeren Beiträge aus dem Finanzausgleich wieder verloren. Allgemein geht dort die Schere, das habe ich vorhin schon gesagt, zu Lasten der Stadt Biel weiter auseinander.

In der Finanzkommission haben wir über weitere Aspekte diskutiert, die mit Unsicherheit und Risiken verbunden sind. Wenn das Budget 2026 so stark danebenliegt wie in den Jahren 2022 bis 2024, und das ist vielleicht der optimistische Teil, dürfte auch 2026 ein ausgeglichenes Jahr werden. Es gibt aber ganz viele Risiken und Faktoren, die dazu führen könnten, dass das eben nicht der Fall ist. Zwar stimmt es, dass in der Vergangenheit der Steuerertrag sehr viel tiefer budgetiert wurde, als er tatsächlich ausfiel. Wenn aber die wirtschaftliche Nachfrage im Ausland zusammenbricht, zum Beispiel wegen Zöllen oder anderen Entwicklungen, kann es zu tieferen Gewinnen bei Unternehmen kommen. Das wiederum führt zu tieferen

Steuererträgen bei den juristischen Personen. Wenn sich diese Probleme auf die Volkswirtschaft ausweiten und Angestellte ihren Job verlieren, könnten auch die Steuererträge bei den natürlichen Personen entweder so ausfallen wie budgetiert oder sogar rückläufig sein.

Die letzten Abschlüsse waren auch deshalb ausgeglichen, weil nicht alle Investitionen getätigt werden konnten. Wir haben beim Gemeinderat nachgefragt: Die Investitionen sind nicht einfach eine Wunschliste, sondern tatsächlich Projekte, die realisiert werden sollten. Das heisst, es braucht Geld, um diese zu finanzieren. Ein grosses Risiko sehen wir auch in den verschiedenen anstehenden Revisionen auf übergeordneter Ebene, welche die Stadt Biel betreffen. Dazu gehören Anpassungen im Zentrumslastenausgleich, wo die Stadt Biel mindestens eine Million verlieren könnte. Dann gibt es die Steuergesetzesrevision 2027, die Abschaffung des Eigenmietwerts etc. Ich weiss nicht, wann es zum letzten Mal eine Gesetzesrevision gab, welche die Finanzen der Stadt Biel positiv beeinflusst hätte. Auch wenn die Prognosen in der Regel zu pessimistisch sind, bleibt ein negativer Beigeschmack, wenn das Budget zum wiederholten Mal keinen Handlungsspielraum mehr zulässt. Der Gemeinderat hat Vorschläge ausgearbeitet, um die Situation zu verbessern. Wir werden nächsten Monat im Stadtrat darüber diskutieren.

Die Finanzkommission ist der Meinung, dass das Budget 2026 anzunehmen ist. Wir sind einstimmig dafür und unterstützen die Absicht des Gemeinderats, im Hinblick auf das Budget 2027 eine substanzielle Verbesserung anzustreben.

Ich denke, es ist effizient, wenn ich gerade noch ein paar Bemerkungen zum Finanzplan anbringe. Diesen nehmen wir zwar nur zur Kenntnis. Der Finanzplan knüpft inhaltlich sehr stark an die Prognosen für das Budget an und setzt diese fort. Ich gehe nicht auf die technischen Details ein. Ich bedanke mich beim Gemeinderat sowie bei den zuständigen Mitarbeitenden für den Austausch. Die Message des Finanzplans ist in Kürze die Fortsetzung der negativen Prognose für das nächste Jahr. Die Stadt kann gerade mal die laufenden Ausgaben selbst finanzieren oder eben nicht einmal das vollständig und muss die Investitionen fremdfinanzieren. Dadurch könnten die Schulden innerhalb kürzester Zeit relativ stark in die Höhe schnellen. Positiv am Bericht ist der Bezug auf die Finanzstrategie. Dieser Bezug kann sicherlich noch ausgebaut werden, aber die Finanzstrategie gibt es ja auch erst seit relativ kurzer Zeit. Wir stellen fest, dass die Zinsbelastung im Rahmen dessen bleibt, was als gut einzustufen ist, ebenso die Bilanzüberschussquote. Wie eben schon ausgeführt, steht es um den Selbstfinanzierungsgrad jedoch schlecht. Ähnlich wie beim Budget weisen wir darauf hin, dass diese düstere Prognose bislang nicht eingetreten ist. Noch im Jahr 2021 ging man davon aus, dass 2024 die Schuldenlast von einer Milliarde erreicht wird. Tatsächlich waren es 200 Millionen weniger.

Die bei der Budgetdebatte erwähnten Risiken gelten vor allem langfristig. Ich spreche von den wirtschaftlichen Risiken und den Risiken aufgrund zu tiefer Investitionen sowie von den Anpassungen der übergeordneten Gesetzgebung. Ich weise darauf hin, dass der Gemeinderat sich auch in Zukunft zusammen mit anderen Stadtregierungen für die Interessen der Städte einsetzen sollte. In den Städten wohnt die grosse Mehrheit der Bevölkerung der Schweiz und der grösste Anteil des Bruttoinlandsprodukts wird in den Städten erwirtschaftet. Das ist kein Appell gegen das Land und soll nicht zu einem Stadt-Land-Graben führen. Es geht vielmehr um die Beziehung zu Kanton und Eidgenossenschaft. Wir müssen dafür sorgen, dass die Städte Luft zum Atmen haben. Ich appelliere an Sie, das vorliegende Budget anzunehmen. Gemäss Plan ist es das letzte Übergangsbudget.

Paronitti Maurice, au nom du Groupe PRR: Nous remercions tout d'abord le Conseil municipal et la direction des finances pour l'excellent travail concernant les différents documents fournis ainsi que pour la collaboration avec la Commission des finances. Le budget de la Ville qui est soumis à notre examen est déficitaire et il l'aurait été davantage s'il n'avait pas été atténué par l'engagement de ce que l'on pourrait appeler des réserves. En effet, la réalité est que le résultat opérationnel du compte global affiche une perte de près de 34 millions, mais par prélèvement compensatoire d'un peu plus de 29 millions qui proviennent essentiellement des fonds spéciaux, réserve de réévaluation, transfert de patrimoine à ISB, gain comptable issu des bienfonds du patrimoine financier, le budget 2026 soumis aux ayants droit au vote, ne présente finalement qu'un déficit d'environ 4,5 millions. Mais les réserves peuvent s'épuiser.

Si l'imposition reste inchangée à 1,63 comptable sur des dépenses de 527 millions et des recettes de 522 millions et s'agissant des recettes, nous pensons que par la force des choses liées à la prévisibilité fluctuante dans ce genre d'exercice, il reste tout de même une inconnue de taille, à savoir l'érosion qui les affecterait en raison notamment des taxes douanières confiscatoires décidées outre-Atlantique. Mais, comme dirait l'autre, les prévisions, c'est plutôt aléatoire, surtout quand ça concerne l'avenir et on ne peut pas en tenir grief à Monsieur le Directeur des finances.

Si le budget 2026 tient compte des mesures inscrites dans le programme d'allègement « Substance 2030 », on constate tout de même une augmentation des dépenses et un grave déficit opérationnel. On nous le présente comme un budget de transition, Mesdames et Messieurs, ça a été dit, c'est le troisième ou le quatrième budget de transition depuis 2023 et notre groupe estime que cette longue période transitoire doit arriver à son terme. Nous fondons un timide espoir sur la bonne volonté de l'exécutif, qui a présenté le 23 septembre un nouveau train de mesures baptisé « Substance+ ». Ce programme devrait produire ses effets à partir de 2027. Mais des mesures supplémentaires sont nécessaires pour stabiliser durablement la situation financière puisque ces dernières années, nous avons été confrontés, budget après budget, à des pertes opérationnelles oscillant entre 29 et 35 millions. On peut donc se demander quels efforts significatifs d'économie ont été réalisés jusqu'ici, alors que l'opération « Substance 2030 » voulue par nous tous était mise en œuvre. Sans parler du fait que depuis le début de l'année, plusieurs millions de dépenses de toutes sortes ont déjà été approuvées par ce Parlement.

Sauf erreur de lecture de ma part, on ne trouve pas, dans le projet de message aux ayants droit au vote, d'indications sur la dette. Il est vrai qu'il faut consulter le plan financier qui énonce, pages 25 et 30, que la dette de notre ville se creusera de 200 millions de francs dans les cinq années à venir, passant des 857 millions d'aujourd'hui au milliard prévu ou prévisible de 2030. Et la dette, Mesdames et Messieurs, ce sont des impôts différés, donc une hypothèque sur l'avenir de la prochaine génération. Pour nous et selon notre conception du rôle et des compétences de l'Etat, ce budget devrait être refusé mais, au vu de la dynamique d'assainissement qui a été initiée et à laquelle nous tous avons souscrit, dans une recherche honnête et pragmatique de solutions de redressement durable des finances de notre ville, la majorité de notre groupe donnera une chance à ce budget.

Un bémol tout de même: Ce n'est pas forcément l'opinion de notre base électorale, ni celle de bien d'autres formations politiques, qui ont chacune leur façon d'appréhender ce problème. On verra le résultat dans les urnes.

Briechle Dennis, Fraktion GLP+: Als mich im Vorfeld zu dieser Debatte ein Journalist kontaktierte, hat er mich explizit darum gebeten, über das Budget 2026 zu sprechen und nicht zur kommenden Haushaltsdebatte «Substance+». Ich habe dann trotzdem auch über «Substance+» gesprochen. Ich bin sicher nicht der Einzige, der es nicht lassen kann, während der laufenden Budgetdebatte auch zu «Substance+» zu sprechen. Das Budget 2026 ist eine eindrückliche Illustration dafür, dass es «Substance+» braucht. Alle Kräfte hier im Stadtrat sind gefordert, «Substance+» zu einem Erfolg werden zu lassen. Wie meistens wird uns ein Budget präsentiert, welches ausgeglichen abschliesst und wie meistens ist dies nicht die Wahrheit. Das operative Ergebnis im allgemeinen Haushalt, also das Ergebnis der Jahr für Jahr anfallenden Einnahmen und Ausgaben, beträgt minus CHF 29 Mio.

Es wird auf die Reserven zurückgegriffen, zum grössten Teil aus der Spezialfinanzierung «Buchgewinne aus Liegenschaften». Ein sehr beunruhigendes Zeichen ist zudem, wie der Sprecher der Finanzkommission erwähnt hat, dass wir gemäss dem Budget 2026 nicht nur die Investitionen vollständig durch die Aufnahme von Schulden finanzieren müssen, sondern dass auch eine Neuverschuldung im Umfang von CHF 1,5 Mio. zur Deckung unserer laufenden Ausgaben vorgesehen ist. Wenn selbst der laufende Betrieb durch Verschuldung finanziert werden muss, ist dies ein alarmierendes Zeichen.

Auch die Entwicklung der Personalkosten hat zu Diskussionen geführt. Innert kurzer Zeit wird hier massiv mehr budgetiert. 2026 fällt der Löwenanteil dieser Aufwandsteigerung bei den Tagesschulen an. Die Tagesschulen gehören zu den Aufgaben, welche für uns als Fraktion GLP+ in einer modernen Stadt eindeutig wahrgenommen werden sollen. Aus Sicht der Stadtfinanzen ist die Finanzierung dieser Aufgabe durch den Kanton sehr willkommen. Bei genauerer Betrachtung stellen sich uns allerdings Fragen. Die Personalkosten in den Tagesschulen steigen um knapp CHF 1,9 Mio. Demgegenüber stehen dann allerdings nur Mehreinnahmen für die Tagesschulen durch Transfererträge von CHF 430'000 sowie Mehrerträge aus Elternbeiträgen von CHF 170'000, also nur gut CHF 600'000 Mehreinnahmen. Auf Nachfrage hat uns der Gemeinderat erklärt, dass er auch Infrastruktur und Logistikkosten einbezieht. Doch auch mit Einbezug dieser Kosten verbleibt letztendlich eine Differenz von rund einer Million Franken gegenüber dem Vorjahresbudget. Es scheint klar, dass diese zusätzlichen Kosten nur teilweise durch den Kanton gedeckt werden. Dabei stellt sich die Frage, ob der Bericht und auch die Abstimmungsbotschaft korrekt sind.

Nun bin ich doch noch ins Budget 2026 eingetaucht. Die Ausführungen bestärken die Fraktion GLP+ einmal mehr darin, dass wir dringend die angekündigte Haushaltssanierung benötigen. Die Fraktion GLP+ wird «Substance+» mit Überzeugung konstruktiv begleiten. Auf dem Weg dahin werden wir auch das Budget 2026 unterstützen und diesem mehrheitlich zustimmen.

Sutter Andreas, Fraktion FDP: Ich kann jedes Wort, das bisher am Rednerpult gesagt wurde, unterschreiben. Ich bin froh, dass auch jedes Wort von links-grüner Seite – ich rede nicht vom Präsidenten der Finanzkommission – unterstützt werden kann. Ich hoffe, dass keine Änderungsanträge eingereicht werden. Der Einigkeit würde es zuwiderlaufen, jetzt unsere Abwesenheiten auszunutzen und Änderungen durchzubringen. Etwas, das ohne Weiteres mit einer entsprechenden Stimmenmehrheit möglich wäre. Alle Exponenten haben jedoch signalisiert, dass sie das nicht tun. Wir versuchen jetzt das dritte Mal dem Volk ein Copy-Paste-Budget schmackhaft zu machen. Das ist die frustrierende Tatsache.

Alles in allem lässt sich festhalten, dass Biel ein bisschen über seinen Verhältnissen lebt. Wir leisten uns ein paar Sachen, die wir nicht finanzieren können. Wir können nicht einmal den laufenden Haushalt mit den Einnahmen finanzieren, geschweige denn die Werterhaltung oder sogar noch zusätzliche Investitionen, die dringend nötig sind. Wenn nicht in den bestehenden Bestand investiert wird, verliert das Ganze an Wert. Das Gegenteil ist zum Glück passiert, zumindest auf der Seite der Bilanz. Die Liegenschaften wurden im Rahmen von HRM aufgewertet. Zusammen mit den Verkäufen der Schulhäuser seinerzeit und mit dem Verkauf des Landes für die A5 sowie die Ausgliederung des ESB konnte auf Bilanzseite eine schöne Reserve gebildet werden. Von dieser wird jetzt gezehrt.

Investitionen und einige Ausgaben im laufenden Haushalt müssen wir mit zusätzlichen Anleihen finanzieren. Das ist nicht gesund. Das Einzige, was fest planbar ist, ist eine Steuererhöhung. Mehreinnahmen über eine Steuererhöhung werden vielleicht CHF 7, 8 oder 9 Millionen betragen – es wird jedenfalls ein schöner Beitrag sein. Damit könnten wenigstens die laufenden Ausgaben finanziert werden. Wir haben uns allerdings auf das 1:1-Prinzip geeinigt; auch Sparmassnahmen wären schon lange dringend nötig. In meiner kurzen politischen Karriere erlebe ich jetzt den dritten Anlauf, um ein Sparpaket durchzubringen.

Im Namen der Fraktion FDP plädiere auch ich für die Annahme des Budgets ohne Änderungen.

Maurer Stefan, Fraktion SVP: Wir von der Fraktion SVP werden dem Budget zähneknirschend zustimmen. Dies nur aufgrund der Tatsache, dass es das letzte Übergangsbudget sein wird. In Zukunft werden wir Budgets mit solchen negativen Vorzeichen ablehnen. Ich appelliere noch einmal an alle Parteien, die neu ausgearbeiteten Massnahmen inklusive der Zusatzmassnahmen mitzutragen. Damit können wir die städtischen Finanzen positiv entwickeln. Die Unterstützung würde auch die Arbeit des Gemeinderats und der Finanzkommission würdigen.

Meier Julian, Fraktion SP/JUSO: Wir können Entwarnung geben und werden das Budget ebenfalls und ohne Änderungsanträge unterstützen. Trotzdem finde ich es wichtig, nochmals zu betonen, dass wir nicht ganz zufrieden sind. Systematisch wurde zu pessimistisch budgetiert, was unseren Handlungsspielraum einschränkt. Wir nehmen aber auch zur Kenntnis, dass wichtige Investitionen für ein soziales Biel mit dem vorliegenden Budget getätigt werden können. Das ist ein gutes Zeichen.

Wenn schon alle meine Vorredner das Wort gebrochen haben und nicht nur zum Budget, sondern auch zu «Substance» sprechen, kann ich das auch tun. Wir sind, wie auch schon öffentlich gesagt, natürlich an einem gemeinsamen Prozess interessiert. Wir begrüssen, dass alle am gleichen Strang ziehen. Insofern wird die Fraktion SP/JUSO das Budget ebenfalls annehmen.

Roquet Hervé, au nom du Groupe PSR: Au nom du groupe PSR/JS, je serai direct et bref. Ce budget 2026 est un énième budget de transition. Il n'appelle pas à beaucoup de commentaires supplémentaires face à ce qui a été dit et si je peux vous rassurer, nous partageons la grande majorité de ce qui a été dit ici juste avant, en particulier tout ce qui a été dit par le Président de la Commission des finances. Le principal problème, il est clair, c'est celui de l'autofinancement. Avec un autofinancement budgété légèrement négatif à 1,45 millions de francs, nous n'avons pas la capacité de financer suffisamment, par nous-mêmes, les investissements qui sont nécessaires pour le futur de notre ville et pour ses habitants. Cette situation n'est pas tenable sur le long terme

et confirme qu'un assainissement de nos finances reste malheureusement nécessaire. Pour cela, nous devons toutes et tous faire un effort et nous y consentons. Mais, s'il-vous-plaît, ne sombrons pas dans le catastrophisme. Nous avons encore des réserves. Les revenus fiscaux augmentent. Et nous ne sommes pas encore proche du défaut de paiement loin de là. Pour conclure, le groupe PSR soutiendra ce budget, nous le faisons en pleine conscience des défis financiers à venir et des sacrifices qu'il reste malheureusement à faire.

Feurer Beat, Finanzdirektor: Vielen Dank für die kurze, sehr positive Diskussion. Ich bedanke mich speziell beim Präsidenten der Finanzkommission. Für ihn, wie für uns alle war es eine Premiere, dass die Finanzkommission zum Budget und zum Finanzplan Stellung nimmt. Danke auch an diejenigen Sprecher, die sich bei der städtischen Administration für die Vorbereitungsarbeiten bedankt haben. Diesen Dank gebe ich sehr gerne weiter. Es ist zwar tatsächlich ein Copy-Paste-Budget, aber trotzdem kann es nicht einfach per Mausklick erstellt werden. Es gab immer noch sehr viel zu tun. Die Mitarbeitenden auf der Gästetribüne können das bestätigen.

Zu Ihrer Bemerkung, Herr Meier: Es stimmt, in der Vergangenheit haben wir die Steuereinnahmen nicht nur annähernd richtig budgetiert. Wir lagen zumindest in den letzten Jahren immer unter den effektiven Einnahmen. Sie haben gesagt, dass die restriktive Budgetierung den Handlungsspielraum der Stadt einschränkt. Das hingegen trifft nicht zu. Auch wenn die Steuereinnahmen korrekt budgetiert worden wären, hätte sich für die Tätigkeit der Stadtverwaltung nichts verändert. Der Handlungsspielraum wäre damit nicht grösser gewesen. Die langfristige Perspektive für die Stadt und für die Gemeindefinanzen ist der mögliche Anstieg der Verschuldung und die höhere Belastung durch die damit verbundenen Zinsen. Hier haben wir einen viel grösseren Hebel als mit Steuermehreinnahmen, welche übrigens teilweise durch entsprechende Ausgabenzunahmen konsumiert worden sind.

Langfristig ist es dem Gemeinderat ein wichtiges Anliegen, den Handlungsspielraum insofern sichern zu können, als bei einem möglichen Zinsanstieg und bei einem möglichen weiteren Anstieg der Verschuldung die Defizite nicht so hoch ausfallen und das Eigenkapital nicht in kürzester Zeit aufgebraucht würde. Hier haben wir eine langfristige Perspektive, die wir auch in der Finanzstrategie mittragen. Der Handlungsspielraum wird hoffentlich auch in Zukunft nicht eingeschränkt. Ich bin dankbar für den Hinweis, jetzt nicht in Panik zu geraten. Wir brauchen eine Haushaltssanierung, da sind wir uns, glaube ich, alle einig. Wir müssen vorwärts machen, sonst haben wir mittelfristig ganz sicher ein ernst zu nehmendes Problem. Diese Debatte über die Haushaltssanierung führen wir im November 2025.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville: Merci beaucoup, le débat général est clos. Nous pouvons passer au débat relatif aux directions puis aux comptes spéciaux, point par point.

Puisque personne ne souhaite s'exprimer sur ces objets, nous pouvons directement passer au vote sur le budget 2026.

Je donnerai ensuite la parole à la Commission des finances concernant le message aux ayants droits.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 02.07.2025, vu l'art. 41, al. 1, du Règlement de la Ville du 3 juin 2024 (RDCo 1.0-1), **le Conseil de ville de Bienne arrête avec 46 OUI, 0 NON et 1 abstention:**

- I. Il soumet aux ayants droit au vote biennois un budget avec un résultat négatif de 4,66 millions de francs dans le compte global – soit des charges de 527,54 millions de francs et des revenus de 522,88 millions de francs – et leur recommande d'approuver le projet d'arrêté communal suivant :

Vu le message du Conseil de ville du 1^{er} / 2 octobre 2025, et s'appuyant sur l'art. 18, al. 1, let. d, du Règlement de la Ville du 3 mars 2024 (RDCo 1.0-1), la Commune municipale de Bienne arrête :

- a. Le budget de la Commune municipale de Bienne établi pour 2026 est approuvé.
- b. Les impôts communaux suivants, inchangés, seront perçus en 2026 : Les taux unitaires cantonaux multipliés par 1,63 sur les espèces d'impôts de l'État (revenu, fortune, bénéfice et capital).
- c. En 2026, une taxe immobilière inchangée s'élevant à 1,50 ‰ de la valeur officielle sera perçue.
- d. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter ces arrêtés.

- **Message aux ayants droit au vote**

Rüber Stefan, Fraktion Grüne: Wir haben in der Finanzkommission auch über die Botschaft diskutiert und finden, dass es gegenüber dem letzten Mal Fortschritte gab. Wir bedanken uns für die Redaktion und haben keine Änderungen anzubringen. Es gab heute keine Gegenstimmen also müssen auch keine Gegenargumente in die Botschaft aufgenommen werden.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville: Est-ce que d'autres personnes souhaiteraient s'exprimer sur le message? Apparemment ce n'est pas le cas et donc nous pouvons passer au vote sur le même principe que pour le budget 2026.

Vote

II. Le projet de message aux ayants droit au vote est **approuvé avec 45 OUI, 0 NON et 1 abstention.**

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville: On arrive au point 7 relatif au plan financier. Il m'a semblé, Monsieur le Président de la Commission des finances, cher Stefan, que vous en avez déjà parlé. Souhaites-tu apporter des éléments complémentaires?

7. 20240352 Plan financier 2027–2029 (années de planification 2027-2029) et planification des investissements (2026–2035)

Rüber Stefan, Finanzkommission: Ich bin mir nur nicht ganz sicher, ob ich nicht vergessen habe, zu danken. Die Finanzkommission hat sehr viel Beratung, Information und eine Präsentation erhalten. Das war sehr wertvoll für die Vorbereitung und ich bedanke mich ausdrücklich dafür.

Schlup Katharina, Fraktion GLP+: Der Finanzplan setzt die Prognosen des Budgets 2026 fort und enthält in diesem Sinne auch keine Überraschungen. Die Stadtverwaltung kann den Betrieb nicht selbst finanzieren und sämtliche Investitionen müssen fremdfinanziert werden. Das führt naturgemäss zu neuen Schulden. Die damit verbundenen Risiken setzen sich auch in der Zukunft fort. Für die Fraktion GLP+ ist deshalb das Massnahmenpaket «Substance+», das an der nächsten Sitzung auf der Traktandenliste des Stadtrats steht, von hoher Bedeutung. Das Ziel muss in einem ersten Schritt sein, die laufenden Kosten selbst zu finanzieren und das Eigenkapital zu stärken, damit in Zukunft Investitionen freier getätigt werden können.

Es wird nicht einfach werden, ein Budget, das sowohl eine Steuererhöhung als auch weniger Leistungen vorsieht, in der Volksabstimmung bestätigen zu lassen. Umso wichtiger ist deshalb die Zusammenarbeit aller Parteien, um diesem Paket auch beim Volk die nötige Glaubwürdigkeit zu geben.

Nicht weniger wichtig als das Massnahmenpaket sind für uns die mittel- und längerfristigen Sondermassnahmen und Projekte des Gemeinderats zur Verbesserung der Finanzen. Wir möchten hier den gesamten Gemeinderat ermutigen, dies ebenfalls bald zu konkretisieren und mit dem Stadtrat zu diskutieren, damit die Effekte auch in der Realität sichtbar werden.

Buchhofer Kioutsoukis Stefan, Fraktion FDP: Ich habe aus gesellschaftspolitischer und finanztechnischer Perspektive ein gewisses Verständnis für das vierte Übergangsbudget in Serie und habe diesem zugestimmt, wie fast alle, wenn auch ohne Begeisterung, wie fast alle. Einige – meiner Meinung nach doch eher zaghafte – Vorschläge für Sparmassnahmen sind darin eingeflossen. Weh tun wollte man damit möglichst wenigen Menschen, weder den Mitarbeitenden der Verwaltung und Institutionen noch der Bevölkerung selbst. Eine Haltung, die im Grundsatz auch nicht falsch ist.

Trotzdem, ich kann es mir leider nicht verkneifen, Ihnen, liebe Kolleginnen und Kollegen, im Bewusstsein der aktuellen und zukünftigen finanziellen Herausforderungen, einige freisinnige, aber nicht sinnfreie Gedanken zu den aktuellen Vorschlägen, für die noch folgende oder aktuelle Debatte mitzugeben. Das Sparziel wird auf CHF 1,5 Mio. veranschlagt. Es soll durch Massnahmen erreicht werden, die Sie kennen. Ich zähle nur wenige auf: CHF 60'000 bei der Verkehrsregelung Bahnhofplatz, CHF 23'000 indem weniger Dokumente übersetzt werden, CHF 50'000 bei der Blumendekoration, CHF 10'000 bei der Drohnenshow, CHF 10'000 mit dem Verzicht auf das Anschreiben von Büros, etc. Die Liste liesse sich noch um viele Punkte fortsetzen und vielleicht mit eigenen zündenden, vielleicht auch nicht ganz ernst gemeinten Ideen ergänzen. Beispielsweise könnten die Kosten für den Stromverbrauch im Stadtratssaal gesenkt werden, indem wir alle in Zukunft mit einem Teelicht, ohne künstliche Beleuchtung oder akustischer Verstärkung am Rednerpult sprechen. Im Austausch mit KollegInnen habe ich dann doch gemerkt, dass dieser Vorschlag nicht sehr überzeugend ist.

Wenn ich die vom Gemeinderat und der Finanzkommission vorgeschlagenen 25 Sparmassnahmen mit einem Sparpotenzial von CHF 1,5 Mio. durchgehe, frage ich mich zum Teil schon, ob wir wirklich auch dort den Rotstift ansetzen, wo substantiell etwas zu holen ist. Erlauben Sie mir bitte an dieser Stelle zwei Vergleiche. Vergleich 1: Die eben eingeweihte, ca. 3'200 m² grosse Arthur-Villard-Promenade mit ihrer unglaublichen Ereignisdichte, insbesondere im Vergleich zur asketisch anmutenden Esplanade, hat stolze CHF 3,2 Mio. gekostet, Brutto, also CHF 1'000 pro m². Der Aussenraum der Multisporthele von knapp 4'000 m² hat Brutto um CHF 600'000 gekostet, sprich CHF 150 pro m², also 15% der Arthur-Villard-Promenade

Vergleich 2: Ein fertig installierter neuer Kandelaber kostet je nach Typ CHF 7'000 bis 14'000. Entlang der mit biodiversen und inklusivem Anspruch gestalteten Arthur-Villard-Promenade stehen im Abstand von kaum 10 Metern, in doppelter Reihe, 22 Stelen mit ca. 40 Leuchtkörpern. Sie leuchten manchmal auch tagsüber, um hoffentlich den überschüssigen PV-Ökostrom zu vernichten. Die fast viermal so lange Schüssinsel, mit einer Länge von 750 Metern und einer ungefähr 15-mal grösseren Fläche von 50'000 m², verfügt über insgesamt 30 Stelen mit 30 Leuchtkörpern. Ohne gross zu rechnen, behaupte ich deshalb, die Hälfte der Leuchtstelen hätten an der Arthur-Villard-Promenade ohne weiteres ausgereicht. Allein durch Weglassen überzähliger Kandelaber hätten bei diesem Projekt, ohne Verzicht und Schmerz, bereits bei der Investition über CHF 100'000 eingespart werden können, Minderausgaben im Betrieb und Unterhalt noch nicht eingerechnet. Bestimmt hätte es darüber hinaus, ohne wesentlichen Substanzverlust, noch weiteres Sparpotenzial gegeben. Anders gesagt, auch mit der Hälfte des Budgets, also ca. CHF 1,6 Mio., hätte diese Promenade ohne schmerzlichen Verzicht realisiert werden können. Die Anzahl Kandelaber beim Arthur-Villard-Platz stehen für mich als Sinnbild und Symbol für das fehlende Kostenbewusstsein und den fehlenden Fokus der Stadt bei Infrastrukturprojekten. In Zukunft werden wir nicht mehr darum herumkommen, Prioritäten und Fokus neu zu setzen und dort anzusetzen, wo substantiell etwas zu holen ist.

Im Finanzplan, sind in den kommenden zehn Jahren CHF 300 Millionen für Gebäude vorgesehen und CHF 142 Millionen für den öffentlichen Raum. Bei der Betrachtung dieser Zahlen habe ich mich ernsthaft gefragt, ob die Gewichtung adäquat und nachhaltig ist. Deshalb bitte ich alle Verantwortlichen, die Investitionen, ganz im Sinne des Immobilienunterhalts, in Zukunft nach den folgenden Kriterien zu beurteilen: Sind es *notwendige* bauliche Massnahmen, sind es *nützliche* bauliche Massnahmen oder ist es eben auch nur «nice to have», sprich luxuriös.

Manzoni Bryan, PRR: Tout d'abord merci pour le travail fourni par la Commission des finances et par le Conseil municipal, aussi pour le plan financier. Ce que je voulais relever ici, à titre individuel mais aussi dans un esprit PLR – ou PRR à Bienne: Quand une ville a des difficultés, il y a plusieurs solutions. Une, c'est la plus simple, c'est d'augmenter les impôts, c'est le plus facile à actionner, que le peuple soit d'accord ou non. La deuxième possibilité, c'est de faire des économies. Couper dans les budgets, couper dans le personnel, couper dans les investissements, couper dans les structures. Mais j'aimerais rappeler à tout le monde, au Parlement et au Conseil municipal, qu'il y a la troisième option, celle de surtout chercher à augmenter les recettes de la Ville, chercher à innover, attirer plus d'entreprises et de start-ups, des concitoyens qui peuvent payer des impôts et si possible avec des hauts revenus. On peut aussi attirer des artisans, des commerçants. On a lu, il n'y a pas longtemps dans

ajour.ch, que le chocolatier « Läderach » va venir s'installer à Bienne, dans la rue de Nidau. Voilà un message positif.

On doit essayer d'attirer ces entreprises et c'est ce qui fera aussi que la ville de Bienne pourra engranger plus de recettes et pourra bomber le torse au lieu de toujours chercher à couper dans les budgets ou augmenter les impôts, ce qui peut faire fuir des personnes avec de hauts revenus sur les hauteurs de Bienne ou dans les communes voisines.

Je voulais juste que l'on garde ce message à l'esprit. C'est un signe de vitalité, de confiance et d'espoir pour la Ville de Bienne, qui a beaucoup à donner et qui a déjà connu de grandes années. On remonte actuellement dans certains classements et je pense qu'il faut essayer de continuer dans cette optique. Continuer de discuter avec les entreprises, avec les hauts revenus et devenir un peu – si on peut utiliser le terme – sexy pour ces personnes-là.

Corbaz Catherine, Les Vert·e·s: Monsieur Buchhofer, je veux juste vous dire que vous ne pouvez pas comprendre quelle est la perspective d'une femme qui se balade dans des rues ou des espaces sombres le soir et la nuit. Votre perspective de vouloir économiser sur l'éclairage, ma foi, elle a d'autres coûts dont peut-être vous n'avez pas conscience.

Buchhofer Kioutsoukis Stefan, Fraktion FDP: Liebe Frau Corbaz, ich bin mir bewusst, dass die Beleuchtung wichtig ist für die Sicherheit. Ich lebe neben dem Strandboden und ich vermisse dort Licht. Es besteht eine Unausgewogenheit zwischen Orten mit sehr viel Licht und anderen Orten, an denen es kein Licht gibt. Ich spreche dieses Thema an, um zu vermeiden, das Kind mit dem Bad auszuschütten. Es sollte mit Augenmass an den richtigen Orten, im richtigen Mass interveniert werden.

Feurer Beat, Finanzdirektor: Was ist die Aussage des Finanzplans? Sie wissen es alle. Er ist ein Scheinwerfer in die Zukunft. Je weiter es in die Zukunft geht, desto kleiner wird, wenn wir schon von Licht sprechen, die Leuchtkraft. Als ich neu im Gemeinderat war, haben wir vielleicht fünf Minuten über den Finanzplan diskutiert. Also auch für den Gemeinderat war es nicht gerade das zentrale Dokument. Das hat sich ein bisschen verändert. Auch der Gemeinderat macht sich ein bisschen mehr Gedanken, wenn es um die Zukunftsplanung geht. Er hat jedoch nicht eine Arthur-Villard-Beleuchtung, um die Finanzen in zehn Jahren zu beleuchten aber auch nicht gerade eine Strandbodenbeleuchtung, sondern irgendetwas dazwischen. Seit zwei Jahren führt der Gemeinderat jeweils im März einen Workshop durch. Diskutiert werden die Entwicklung der Finanzen sowie die Steigerung der entsprechenden Kosten im Personal und im Sachaufwand sowie die Einnahmen im Steuerbereich. Der Finanzplan ist nicht nur Dekoration, sondern er soll uns helfen, ein bisschen besser zu sehen, wohin die Reise geht. Ich danke Ihnen für die kurze und interessante Diskussion.

Le Conseil de ville prend connaissance du plan financier 2027 – 2029 et de la planification des investissements 2026 - 2035.

8. Interventions reportées des séances précédentes

8.1 202050069 Interpellation interpartis Schlup-Eigenmann Katharina, Groupe PVL+, Schiess Christophe, Les Vert-e-s, Lindegger Reto, FDP, Sutter Andreas, FDP, Bord Pascal, PRR, Urweider Vera, Groupe Avenir Bienne/Centre, « Immeubles inscrits au patrimoine financier »

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal voir annexe 1)

Schlup Katharina, Fraktion GLP+: Besten Dank dem Gemeinderat und den Mitarbeitenden der Stadtverwaltung für die ausführliche Beantwortung der Fragen zu Wert, Wertschöpfung, Unterhalt, Leerständen und Zwischennutzungen.

Zuerst zum Buchwert und zum Unterhalt der Gebäude: Dass der Buchwert der Liegenschaften im Finanzvermögen dem Verkehrswert bzw. dem Marktwert entspricht und damit der bauliche Zustand eines Gebäudes bei der Werteermittlung berücksichtigt wird, ist zufriedenstellend. Ebenso ist es erfreulich, dass im Jahr 2024 1,4% des Buchwerts in werterhaltenden Unterhalt gesteckt wurde, was eine deutliche Steigerung gegenüber den Vorjahren ist. Der Werterhalt ist wichtig, nicht nur um hohe Folgekosten zu vermeiden, sondern auch, weil Mietzinseinnahmen positiv zum operativen Ergebnis der Jahresrechnung beitragen. Allerdings gibt es eine grosse Unbekannte in dieser Rechnung, denn den tatsächlichen Unterhalts- und Sanierungsbedarf aller Gebäude im Finanzvermögen kennen wir nicht. Wir wissen also nicht, ob die 1,4% des Buchwerts, die wir in den Werterhalt stecken, genügen.

Mich interessiert, bis wann wir mit der erwähnten separaten Investitionsplanung rechnen dürfen, beziehungsweise ab wann sich das in der Finanzplanung zeigt. Die Rückweisung des Geschäfts an der Stadtratssitzung vom 19. September 2025 (20250213 Bau- und Immobilienbewirtschaftung (Immo-Tool) / Verpflichtungskredit) betraf nur wenige Punkte. Der politische Wille in ein solches Tool zu investieren, ist grossmehrheitlich spürbar. Ich bin deshalb überzeugt, dass das Immo-Tool anfangs 2026 wieder traktandiert werden kann. Im Wesentlichen sind dafür folgende Punkte zu ergänzen:

- Eine Beschreibung der Überlegungen, welche zur Zentralisierung von Prozessen und zum Dreirollenmodell bereits gemacht wurden und welche Veränderungen zu erwarten sind. Gibt es Grundprinzipien, nach denen Veränderungen angepackt werden?
- Die Offenlegung und Erläuterung der Wahl einer Softwarelösung sowie die Begründung zum Entscheid und die Dokumentation der überschwelligen freihändigen Vergaben.

Ich komme nun auf die Leerstände zu sprechen: Wichtig ist die Unterscheidung zwischen unechten und echten Leerständen. Bei länger dauernden echten Leerständen sind Zwischennutzungen zentral, damit verlassene Gebäude nicht ganze Quartiere entwerten. Hier dürfen die Anstrengungen ruhig noch verstärkt werden. Die unechten Leerstände betreffen beispielsweise ein undichtes Dach, eine defekte Heizung oder einen umfassenden Sanierungsbedarf. Ich stelle mir den Zustand des Einfamilienhauses am Redernweg, welches pro Jahr einen Mietzins von knapp CHF 13'000 erwirtschaftet, nur ungern vor. Gerade weil wir finanziell nicht auf Rosen gebettet sind, müssen wir das Portfolio aktiv bewirtschaften und entscheiden, in welche Gebäude wir investieren und wo es die Finanzen nicht zulassen.

Schiess Christophe, Les Vert·e·s: Je remercie le Conseil municipal pour ses réponses détaillées qui, comme l'a bien expliqué Katharina Schlup, génèrent finalement de nouvelles questions, appellent à des précisions pour connaître les besoins effectifs d'entretien et d'assainissement des immeubles inscrits au patrimoine financier. Dans ce sens, comme elle l'a dit, il nous faut un outil adéquat, si possible rapidement. C'est pourquoi notre Groupe soutient pleinement la demande qu'elle a formulée, c'est-à-dire que Immo-Tool soit mis à l'ordre du jour en début 2026. Le renvoi finalement, même si on s'en sent un peu responsable car il a été généré de notre côté, porte sur peu de points et puis surtout sur la nécessité d'avoir un tel outil qui a été je crois unanimement reconnue dans cet hémicycle.

Koller Levin, Fraktion SP/JUSO: Ich nehme zu drei Aspekten der vorliegenden Interpellation Stellung und wiederhole, was meine VorrednerInnen gesagt haben: Die Anpassungen des Immo-Tools sind notwendig. Auch wir von der Fraktion SP/JUSO sind der Meinung, dass das überarbeitete Geschäft so rasch wie möglich wieder dem Stadtrat vorgelegt werden sollte. Wir sind der Meinung, dass die geforderten Änderungen rasch in den Bericht eingearbeitet werden können.

Natürlich ist es auch uns ein wichtiges Anliegen, in den Unterhalt und die Erneuerung der städtischen Gebäude, insbesondere auch im Finanzvermögen, zu investieren. Das haben wir schon lange gefordert. Wir haben auch schon lange angeregt, dafür einen städtischen Wohn- und Bodenfonds zu machen. Leider haben wir vom Gemeinderat diesbezüglich noch nichts gesehen. Ich appelliere deshalb, damit vorwärtszumachen. Wir dürfen nicht unsere städtischen Liegenschaften verlottern lassen.

In der Antwort des Gemeinderats wurde die Immobilienstrategie erwähnt. Die Stadtratsmitglieder haben die Grundsätze dieser Immobilienstrategie bereits erhalten, wofür ich mich beim Finanzdirektor bedanke. Dazu halten wir fest, dass die aktuellen Grundsätze, wie sie vorgesehen sind, nicht vereinbar sind mit erheblich erklärten Prüfaufträgen des Stadtrats, insbesondere im Bereich städtischer Wohnungsbau. Hier muss der Finanzdirektor über die Bücher. Eine Immobilienstrategie ist grundsätzlich begrüssenswert. Die Aufträge des Stadtrats zum städtischen Wohnungsbau müssen dort eingearbeitet werden.

Sutter Andreas, FDP: Als Miturheber der vorliegenden Interpellation bin auch ich zufrieden mit den Erläuterungen des Gemeinderats. Ich zweifle aber daran, dass die Zahlen zu den entgangenen Einnahmen durch Leerstände der Wahrheit entsprechen. Handelt es sich um Nettoerträge gegenüber dem Aufwand der Liegenschaft? Ich kann mir vorstellen, dass allein das Zollhaus wesentlich mehr bringen würde und dessen Leerstand mehr kostet als deklariert. Es stehen noch andere Gebäude leer und die Einnahmen fehlen, weil sie schlecht bewirtschaftet sind. Insofern ist die Antwort nicht vollständig, trotzdem bin ich insgesamt zufrieden.

Feurer Beat, Finanzdirektor: In der laufenden Debatte wurden relativ viele Punkte erwähnt. Die Thematik ist komplex, daher ist es jetzt ein bisschen schwierig auf alle Anliegen einzugehen. Zur ersten Frage von Ihnen, Frau Schlup, wann wir so weit sind bezüglich der Einschätzung des Sanierungsbedarfs aller Liegenschaften im Finanzvermögen. Die Arbeiten laufen, wann sie genau abgeschlossen sind, kann ich nicht sagen. Ich gehe davon aus, dass es irgendwann im Verlauf 2026 so weit sein sollte. Behaften Sie mich aber nicht darauf.

Zur Frage der Zurückweisung des Verpflichtungskredits für das Immo-Tool: Ich habe heute mehrmals gehört, dass das Geschäft so schnell wie möglich wieder dem Stadtrat vorgelegt werden soll. Das ist selbstverständlich auch das Anliegen des Gemeinderates. Wie sind die Punkte zu interpretieren, die zur Zurückweisung geführt haben? Wenn ich es richtig im Kopf habe, sind das vier oder fünf Punkte, wovon vier relativ technisch sind und eigentlich sofort beantwortet werden könnten. Der erste Punkt beinhaltet aber die Ausgestaltung des sogenannten Dreierrollen-Modells. Dabei geht es, und das habe ich nicht so verstanden wie Sie, Frau Schlup, nicht darum zu erläutern, was bis jetzt festgelegt worden ist, sondern darum, wie es konkret ausgestaltet wird. Die Ausgestaltung muss noch gemacht werden. Innerhalb von drei Monaten wird dies nicht möglich sein. Wenn der Stadtrat diese Antworten in einem neuen Bericht erhalten möchte, müssten sich die rückweisenden Fraktionen noch darüber unterhalten, was sie jetzt wirklich wollen.

Zur Frage, die Sie angesprochen haben, Herr Koller. Die Grundsätze, die der Gemeinderat beschlossen hat, liegen schon relativ lange zurück. Ich weise darauf hin, dass je mehr Sie hier einbringen, desto komplizierter wird es und desto mehr Zeit nimmt es in Anspruch. Wir wollen die wichtigen Fragen zur Immobilienstrategie zeitnah angehen und abklären. Mich interessiert, wo Sie einen Widerspruch der Grundsätze zu den erheblich erklärten Vorstössen sehen, aber das können wir vielleicht persönlich klären, Herr Koller.

Koller Levin, SP: Natürlich können wir uns gerne dazu austauschen. Die Vorstösse zum städtischen Wohnungsbau sind seit zweieinhalb Jahren erheblich erklärt. Bei der Immobilienstrategie geht es um die städtische Liegenschaftspolitik. Klar ist, dass diese Anliegen der Vorstösse berücksichtigt werden müssen. Wir wollen sicherstellen, dass dies auch passiert, weil uns das Vertrauen fehlt, dass die Forderungen automatisch aufgenommen werden.

Les intervenants sont satisfaits de la réponse du Conseil municipal.

8.2 20250068 Interpellation Clauss Susanne, Groupe PS/JS, « Agriculture sur le territoire communal »

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal voir annexe 2)

Clauss Susanne, Fraktion SP/JUSO: Ich bedanke mich für die ausführliche Beantwortung der Interpellation zum Ackerbau auf städtischem Grund. Sie liefert wichtige Eckdaten. Die Stadt hat vier eigene Landwirtschaftsbetriebe mit Pachtbeziehungsweise Baurechtsverträgen. Für Flächen ausserhalb der Landwirtschaftszone bestehen zudem rund 20 Terrainmietverträge für Zwischennutzung bis zur baulichen Entwicklung. Viele dieser Nutzungen sind unentgeltlich, unbefristet und meist jederzeit kündbar. Vorgaben zur Bewirtschaftung macht die Stadt in den bestehenden Verträgen nicht. Es gelten lediglich die gesetzlichen Mindeststandards von Bund und Kanton zu Pflanzenschutzmitteln. Für das Möösli liegt ein Gebrauchsleihvertrag mit dreimonatiger Kündigungsfrist vor. Die Parzelle liegt in der Bauzone und ist als Baulandreserve vorgesehen. Eine Umnutzung in eine Naturzone würde eine Zonenplananpassung erfordern. Biodiversitätsfreundliche Auflagen können jedoch vertraglich festgelegt werden.

Der Aktionsplan Biodiversität 2021 bis 2024 nennt bereits Amphibienmassnahmen. Es wurden Teiche erstellt, zudem besteht eine verbindliche Waldgrenze. Aus diesen

Punkten ergeben sich für mich folgende Erkenntnisse: Wir möchten sicherstellen, dass die Zwischennutzung Landwirtschaft strategisch unsere Klima-, Biodiversitäts- und Ernährungsziele unterstützt. Zudem möchten wir als Grundeigentümerin eigene Mindeststandards im Bioanbau in die Verträge aufnehmen. Damit aus guten Absichten messbare Ergebnisse resultieren, schlage ich vor, einen verbindlichen Nachhaltigkeitsanhang für zu erneuernde Verträge vorzusehen, Biolandbau als Standard. Das Möösli könnte sofort als Pilotgebiet für pestizidfreie, klimaresiliente, urbane Landwirtschaft aufgewertet werden mit Amphibien- und Saumförderung, Bildungsangeboten und einer transparenten Roadmap bis zu einer allfälligen Bebauung, was wir nicht hoffen. Ursprünglich wurden vor vielen Jahren Sportplätze angedacht. Ich glaube, das wäre keine gute Lösung dort.

Es ist schade, dass genau dort, wo jetzt die Amphibienteiche angelegt wurden, ein Bauer wirtschaftet, der Herbizide, Pestizide und Düngemittel einsetzt. Ich weiss nicht, ob das den Amphibien dort wirklich bekommt. Wir haben auch hier die Chance, nicht nur zu verwalten, sondern aktiv zu steuern. Die vorliegende Antwort zeigt, dass das Recht uns die entsprechende Handhabe gibt. Wir müssen es jedoch in den Verträgen nutzen. Ich werde mir persönlich überlegen, für die Fläche im Mösli eine allfällige Nutzungsänderung zu prüfen, ob dort ein erstes nachhaltig landwirtschaftlich genutztes Gebiet direkt in ein biodiversitätsförderndes Gebiet übergehen kann. Ich bin befriedigt von der Antwort, sie ist sehr detailreich. Ich bin aber nicht zufrieden mit der Situation.

Les intervenants sont satisfaits de la réponse du Conseil municipal.

8.3 20250067 Interpellation interpartis Schultz Moema, PSR, Wassmann Leona, PS, « Face aux violences patriarcales, que fait Bienne ? »

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal voir annexe 3)

Wassmann Leona, SP: Nur ein paar hundert Meter von uns entfernt wurde im Januar 2025 eine Frau in ihrer Wohnung ermordet. Der erste Femizid dieses Jahres, welcher hätte verhindert werden können, denn die Polizei war bereits mehrfach vor Ort. Die Gewalt an Frauen steigt immer mehr an. Schweizweit sprechen wir aktuell von 25 Femiziden. Die Dunkelziffer der versuchten Fälle liegt noch viel höher und das Jahr ist noch nicht vorbei. Wir dürfen nicht vergessen, der Mord ist nur die Spitze des Eisbergs. Die häusliche Gewalt an FINTA-Personen beginnt viel früher mit sexistischen Sprüchen, Abwertungen, ständiger Schuldzuweisung und Manipulation. Sie zeigt sich in der Isolation von Freundinnen und Familie, der Kontrolle des Handys, der finanziellen Abhängigkeit und wenn Frauen keinen Zugang zu Geld haben oder ihnen Arbeit und Ausbildung verwehrt werden. Sie zeigt sich in Drohungen oder mit dem Verbot, das Haus zu verlassen. Wenn die Eskalation weitergeht, reden wir von schubsen, festhalten, Schlägen, Tritten, würgen, sexueller Nötigung und von Vergewaltigung. Erst am Ende, an der Spitze des Eisbergs, geschehen Femizide. Der gefährlichste Ort für Frauen und Kinder ist nicht die dunkle Gasse und der fremde Mann, es ist das eigene Zuhause und der eigene Mann. Biel ist von dieser patriarchalen Gewalt überproportional betroffen. Häusliche Gewalt ist deshalb nicht nur ein soziales, sondern auch ein sozialpolitisches und vor allem ein gesellschaftliches Problem.

Die Beantwortung der Interpellation zeigt, dass die Stadtverwaltung keine Strategie gegen häusliche Gewalt hat und schlecht informiert ist. Öffentlichkeitsarbeit ja, aber die Verantwortung für die Sicherheit von Frauen und Kindern wird an den Kanton

abgeschoben, ein bürgerlicher Kanton, der seiner Verantwortung ebenfalls nicht nachkommt. Ein Kanton, der trotz einer Bedarfsanalyse 2019 zwar den Bedarf für ein Mädchenhaus anerkannte, das Projekt in Biel aber nicht finanzieren wollte. Stattdessen sollen Mädchen in das Frauenhaus in Biel gehen, das längst aus allen Nähten platzt und gezwungen ist, Frauen und Kinder in Hotels oder ausserkantonale unterzubringen. Derselbe Kanton stellt die professionelle Hotline AppElle ein. Die Hotline ist 24 Stunden erreichbar. Sie wird von Fachpersonen betreut und berät Frauen in akuten und hochgefährlichen Situationen und vermittelt Notunterkünfte. Die Hotline nimmt täglich rund acht Anrufe entgegen, mehr als die Hälfte davon ausserhalb der Bürozeiten. Und was passiert nun? AppElle soll ersetzt werden durch ein Angebot ohne spezialisierte Fachpersonen. Die Stadt Biel setzt weiterhin auf diese Hotline, ohne darüber informiert zu sein, dass sie eingestellt wird.

Wir reden nicht über ein Randthema, sondern über das Leben von Frauen, von Kindern, von unseren Schwestern, Müttern, Grossmüttern, Nachbarinnen und Kolleginnen. Dieses patriarchale gesamtgesellschaftliche Problem darf nicht einfach zwischen Stadt und Kanton hin und her geschoben werden. Es liegt auch in unseren Händen. Wir fordern deshalb eine klare Strategie der Stadt Biel. Wir wollen wissen, wie sichergestellt wird, dass Frauen und Kinder in unserer Stadt geschützt sind. Wir wollen ein sicheres Zuhause und eine Stadtverwaltung, die sich dafür einsetzt. Wir werden deshalb heute zwei entsprechende Postulate einreichen. Sicherheit im eigenen Zuhause darf keine Frage von Glück sein, sie muss ein garantiertes Recht sein. Jeder Femizid ist einer zu viel. Ni una menos.

Magnin Nadia, au nom du Groupe Les Vert·e·s: Les Autorités locales jouent un rôle central dans la prévention de la violence sexiste et se doivent d'adopter une politique globale, intégrant la sensibilisation, l'éducation, l'aide directe et une planification urbaine consciente de l'égalité de genre. Dans sa réponse, le Conseil municipal nous détaille différentes initiatives concrètes qui existent pour lutter contre les violences patriarcales. Malgré les deux pages de texte bien étoffées, cela nous paraît insuffisant face aux efforts qu'une ville doit investir pour mettre fin à une violence systémique telle que la violence de genre. Les moyens doivent être plus ambitieux et s'inscrire dans une logique globale de lutte contre les violences patriarcales. Certains domaines d'action semblent être fortement négligés, comme la lutte contre les stéréotypes de genre dès le plus jeune âge dans les écoles. Il est essentiel de sensibiliser les élèves sur les questions d'égalité des sexes et de sexisme.

En France, par exemple, des projets visant à sensibiliser les enfants sont proposés dès l'école primaire. Les cours d'éducation sexuelle pourraient également un peu plus se focaliser sur la question des violences patriarcales. Qui plus est, le rapport ne mentionne rien sur les possibilités d'amélioration de l'environnement urbain pour la sécurité des femmes et personnes INTA. Par exemple, les éclairages et espaces publics de la Ville sont-ils pensés de manière à créer un environnement sécurisé? La Ville en a-t-elle seulement étudié la possibilité? Il est aussi grand temps de former la police municipale comme il se doit afin que les victimes de violences sexuelles soient bien accueillies par le personnel de police. Il y a encore beaucoup trop de victimes qui rapportent qu'elles renoncent à porter plainte car elles ne se sentent pas bien traitées et parfois même discréditées lors de l'enregistrement de leurs plaintes. Les policiers doivent être formés à adopter un comportement professionnel et respectueux face à une situation de violence ou d'agression en évitant de minimiser les faits ou de porter des jugements de valeur. Raison pour laquelle, nous avons encore beaucoup de chemin à faire. Je vous remercie de votre attention.

Schultz Moema, PSR: Je veux tout d'abord remercier le Conseil municipal pour sa réponse à notre interpellation, même si je suis déçue. Donc tout d'abord, comme Leona l'a dit, vous citez encore l'offre « AppElle » comme mesure importante à Bienne. Soyons sérieux, les prestations de cette ligne ont été supprimées par le Canton. Vous fondez une partie de votre stratégie sur un service qui n'existe plus depuis aujourd'hui, comme Leona l'a aussi déjà dit. Il s'agit d'une démonstration crue de l'inaction et du manque de suivi, quand même. Vous renvoyez la responsabilité au Canton et aux autorités judiciaires mais la prévention, l'accompagnement et la sécurité au quotidien sont aussi des responsabilités communales. Je me permets donc de répéter que dans ce domaine vous n'en faites pas assez et nous ne pouvons pas nous permettre d'attendre.

Le nombre de féminicides augmente de plus en plus. Comme nous l'avons entendu il s'élève à 25 pour cette année, dont le dernier a eu lieu, il y a deux semaines. Chaque jour sans mesure concrète met des vies en danger. Je veux vraiment être claire car nous ne parlons pas d'un petit thème mais d'une thématique qui touche chaque femme, chaque personne INTA de notre Ville. Nous parlons de vie, de notre sécurité, de notre droit fondamental à un foyer sans peur. C'est pourquoi nous exigeons une stratégie un peu plus claire de la ville de Bienne. Nous voulons bien sûr un foyer sûr et une ville qui s'engage pour cela, car la sécurité dans le propre foyer ne peut pas être une question de chance, elle doit être un droit garanti. Chaque féminicide en est un de trop. Ni una menos.

Pittet Natasha, Directrice de l'action sociale et de la sécurité: D'abord, j'aimerais dire que chaque féminicide, chaque violence physique ou verbale ou aboutissant à un féminicide est très grave et évidemment pas du tout souhaité par le Conseil municipal. Il est clair que cela fait partie de notre tâche d'Autorité d'essayer de les éviter. J'aimerais peut-être corriger quand même quelques mécompréhensions du système dans le canton de Berne. Il n'y a pas de police municipale. Vous avez dit qu'il faut former la police municipale pour qu'elle réponde mieux aux victimes qui viennent rapporter un délit. Au Canton de Berne, il y a une police cantonale et ce n'est pas se renvoyer la balle mais le système en place de ce Canton. Je suis d'accord que, parfois, les victimes à Bienne et ailleurs dans toute la Suisse ne sont pas accueillies comme elles devraient l'être.

C'est un sujet dont nous parlons régulièrement aussi avec la Police cantonale. Ils le savent et leur formation a été adaptée et nous espérons qu'à l'avenir, il y aura du mieux. La violence en général augmente dans notre société contre les femmes, contre toutes les personnes et c'est regrettable. La Ville de Bienne et les Autorités ne peuvent pas aller dans les foyers des gens pour voir ce qu'il se passe. Tout le monde a le droit à une sphère privée. En revanche, nous avons une responsabilité pour ce qui se passe dans la Ville.

Vous avez parlé ce soir de l'urbanisme, ce n'était pas une question que vous aviez posée, c'est la raison pour laquelle on n'en a pas parlé dans la réponse. Je peux vous dire que dans le programme de législature du Conseil municipal, nous avons justement dit qu'un de nos objectifs est d'avoir des espaces publics qui soient sûrs pour tous les utilisateurs, quel que soit leur genre, leur âge et leur position sociale. C'est quelque chose qui nous tient à cœur et que l'on va s'efforcer de faire pendant cette législature.

En ce qui concerne la ligne téléphonique, effectivement, quand nous avons rédigé la réponse, c'est-à-dire à la fin de l'été, cette ligne existait encore. Je suis d'accord avec vous qu'il est fort regrettable que le Canton compte sur des bénévoles qui sont certes

formés pour répondre à certains appels mais pas à cette thématique spécifique. C'est quelque chose que nous regrettons et, politiquement, nous le trouvons très dommage et on va le faire savoir. La «Mädchenhaus», c'est la même chose, le Canton avait fait une étude, il y a quelques années, qui ne tenait pas compte de la spécificité, par exemple, bilingue de Bienne, qui ne prenait pas en compte tous les besoins au niveau de la Suisse. C'est quelque chose que j'espère voir peut-être évoluer. C'est un travail constant, on y est, on n'a pas fait une grande stratégie contre la violence domestique que l'on met sur le site web de la Ville, mais c'est un souci permanent, dans ma direction en tout cas, et je le sais aussi chez mes collègues. Vous n'êtes peut-être pas satisfaits, mais on ne fait pas que ce qui est écrit là et on a répondu à vos questions. On essaiera de continuer dans cette veine.

Les intervenants ne sont pas satisfaits de la réponse du Conseil municipal.

8.4 20250066 Interpellation Schneider Sandra, Groupe UDC, « Davantage de transparence concernant l'aire de transit de Bienne »

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal voir annexe 4)

Schneider Sandra, Fraktion SVP: Die Fraktion SVP fordert mit der vorliegenden Interpellation Transparenz und siehe da, auf unseren Druck hin legt der Gemeinderat die Zahlen und Fakten zum Transitplatz offen. Zu vermuten ist, dass ohne Nachfrage die Öffentlichkeit bis heute keine Ahnung hätte, wie viel dieser Platz kostet und wie hoch die Solidaritätsbeiträge wirklich sind. Fakt ist, 2024 resultiert ein Defizit von über CHF 12'000 zulasten der Steuerzahlerinnen und Steuerzahler. Dazu kommen Unterhaltskosten von über CHF 30'000, welche zum Glück der Kanton Bern übernimmt. Wer garantiert uns aber, dass dies auch künftig so bleibt. Mit Aarberg springt jetzt die erste Gemeinde ab, was zeigt, dass das Vertrauen in die Stadt Biel und ihre Kommunikation bröckelt. Genau deshalb ist Transparenz, nicht erst auf Nachfrage, sondern proaktiv, wichtig und zentral. Die Fraktion SVP verlangt klare jährliche Berichte zu Nutzung, Kosten und Beiträge. Nur so kann die Bevölkerung nachvollziehen, ob der Transitplatz tatsächlich eine Erfolgsgeschichte ist oder ob wir Bielerinnen und Bieler am Ende die Hauptlast tragen. In diesem Sinn bin ich mit der Antwort zufrieden und bedanke mich.

Weber Philippe, au nom du Groupe Les Vert-e-s: Je tiens tout d'abord à remercier notre Conseillère municipale, Natasha Pittet pour les réponses qu'elle a pu me donner, dans une discussion préalable à la séance de ce soir. C'est en partie pour cette raison que je souhaite prendre la parole ce soir. Naturellement, les réponses qui ont été apportées à l'interpellation sont, pour nous, tout à fait satisfaisantes. Toutefois, je souhaitais aussi dire que cette affaire soulevée ici par l'UDC nous semble superficielle. En effet, la réponse du Conseil municipal a le mérite de mettre la lumière sur le financement de l'installation qui est maintenant en place. Il n'y a pas à polémiquer. J'aimerais donc profiter de saluer le système qui est mis en place par la Ville. Les Verts continueront bien entendu à soutenir cette solution ainsi que les initiatives en faveur d'un accueil adapté aux gens du voyage.

La solution actuelle nous semble aussi assez exemplaire et elle a fait ses preuves. Elle a complètement solutionné un problème qui, jusque-là, remplissait souvent les colonnes des journaux régionaux. Peut-être que l'UDC le regrette, mais ce n'est pas notre cas, ni probablement celui de la majorité. Cette installation répond donc à un

véritable besoin. Elle est gérée avec professionnalisme par nos Autorités et beaucoup d'autres communes restent prêtes à soutenir la Ville dans les efforts qu'elle fournit avec ces contributions de solidarité. On ne voit pas une érosion à ce niveau-là, au contraire, je pense plutôt que certaines communes s'intéressent à cet exemple. Nous accueillons ceci justement avec beaucoup de respect et cela montre que ce thème n'est pas un problème uniquement lié à la Ville de Bienne mais que cela constitue plutôt une responsabilité régionale partagée par d'autres communes.

Roquet Hervé, au nom du Groupe PSR: Nous traitons aujourd'hui d'une interpellation de l'UDC qui, sous des airs de questionnement au nom d'un manque de transparence, vise en réalité à stigmatiser une minorité, celle des gens du voyage et à remettre en cause une solution qui fonctionne. Je tiens pour commencer, au nom de mon Groupe, à saluer le travail du Conseil municipal et des services de la Ville. Il faut le dire clairement, la création de l'aire de transit est un succès et la réponse du municipal le montre. Nous nous rappelons la situation d'avant 2023, des occupations illégales, des conflits, une perte de temps et d'argent et d'énergie considérable pour tout le monde et pour l'Administration municipale. Aujourd'hui, grâce à cette aire, il n'y a plus eu d'occupation illégale dans toute l'agglomération, la situation est apaisée. C'est une réussite pour la cohésion sociale.

Nous saluons le courage politique qu'il a fallu pour enfin trouver une solution et montrer un minimum d'hospitalité, si encore on peut appeler cela de l'hospitalité quand on voit où se situe cette aire, mais c'est déjà mieux que rien. Venons-en maintenant à l'interpellation, elle est construite sur des insinuations, elle sous-entend que l'arrivée des gens du voyage serait forcément source de problèmes et de coûts cachés, notamment en matière de sécurité et d'entretien d'infrastructures. C'est un préjugé que nous ne pouvons pas accepter.

Nous remercions le Conseil municipal pour sa réponse qui a le mérite de mettre les points sur les i avec quelques faits et chiffres. Que nous disent ces faits? Les faits nous disent que l'exploitation se déroule sans problème. Le fait le plus marquant se trouve dans la réponse à la question 3, je cite: *«contrairement aux autres aires de transit du canton, aucun service de sécurité n'est nécessaire à Bienne»*. C'est limpide, nous pouvons déduire que l'endroit est sûr, l'occupation se passe bien et la Ville n'a donc pas de frais de police ou de sécurité supplémentaire. Quant au prétendu manque de transparence, là encore, la réponse est cinglante, la Ville n'avait, jusqu'à cette interpellation, jamais reçu la moindre demande de renseignement. Il n'y a pas de secret, il n'y avait simplement pas de demande. C'est donc une tentative de polémique artificielle à laquelle nous avons affaire ici.

Cette interpellation aura au moins eu un mérite, celui de mettre en lumière, chiffre à l'appui, que la politique d'accueil et d'intégration menée par la Ville est un succès. Elle prouve que lorsqu'on traite les gens avec dignité en cherchant des solutions concrètes, la situation s'apaise pour le bien de toutes et tous. Nous remercions donc le Conseil municipal pour sa réponse détaillée, factuelle, qui, nous l'espérons, mettra un terme aux soupçons infondés contre les gens du voyage.

Müller Lukas, EDU: Wir sollten eigentlich vor diesen Menschen Respekt haben. Es sind Leute, die zumindest einige Werte der Schweiz vertreten. Die Freiheit ist ihnen wichtig. Es sind Leute, die nicht auf den Staat angewiesen sind und ohne den Staat auskommen. Diese Leute erfahren oft Ablehnung von verschiedenen Seiten.

Es gibt immer mehr neue Arbeitsformen wie beispielsweise digitale Nomaden oder temporäre Anstellungen. Auch arbeiten Leute im Winter in Portugal oder Italien, weil sie sich die hohen Wohnungspreise hier dauerhaft nicht leisten können. Könnte dieser Transitplatz nicht für Schweizer oder Leute aus Biel geöffnet werden?

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville: Je rappelle que la liste des orateurs est close et que la dernière personne qui va prendre la parole sur ce sujet sera Nina Schlup.

Schlup Nina, Fraktion SP/JUSO: Ich bin völlig einverstanden mit dem, was Herr Weber gesagt hat. Es ist ein Thema, das benutzt wird, um Populismus zu betreiben. Herr Müller, Sie haben gesagt, dass diese Menschen einige unserer Werte teilen und deshalb sollten wir sie respektieren. Ich bin grundsätzlich der Meinung, dass wir alle Menschen respektieren sollten, Punkt. Es ist problematisch, wenn wir anfangen, Menschen darauf zu reduzieren, was ihre Meinungen sind und nur dann für ihren Schutz und für einen menschenwerten Lebensstandard eintreten, wenn sie unsere Werte teilen. In diesem Fall geht es um eine Gruppe von Menschen, die vom Schweizer Staat verfolgt wurden und welcher aktiv gegen ihre Lebensgrundlagen vorgegangen ist. Entsprechend finde ich es sehr schwierig, das Thema mit digitalen Nomaden und so weiter zu vermischen. Ich finde die Diskussion über die hohen Wohnungspreise und wie mit gemeinnützigem oder städtischem Wohnungsbau dagegen anzukommen ist spannend, aber die Vermischung finde ich hier respektlos.

Pittet Natasha, Directrice de l'action sociale et de la sécurité: Je veux juste très brièvement prendre la parole. D'abord merci à Messieurs Weber et Roquet pour leurs mots positifs. J'aimerais dire que le courage politique de faire cette place, il faut le donner là où il l'a été, à mon collègue Monsieur Beat Feurer, mon prédécesseur. C'est bien lui qui avait négocié cette place avec les communes et les gens du voyage avant que j'arrive à ce poste. Les craintes que le Canton ne paie pas d'autres années, je pense que l'on peut les biffer. En effet, il y a un contrat avec le Canton qui est signé, dans lequel il est écrit que les frais sont assumés par le Canton.

Monsieur Müller, ce n'est pas un camping. Il s'agit d'une aire de transit pour gens du voyage étranger. Il y a d'autres aires de transit pour les gens du voyage suisse. Il s'agit d'une culture de vie et non d'un choix de profession. Ces personnes ont, au niveau du droit suisse et du droit international le droit à une place.

Si vous souhaitez que des chiffres soit donnés de manière annuelle, il est tout à fait possible de les intégrer au rapport de gestion de la Ville.

Les intervenants sont satisfaits de la réponse du Conseil municipal.

9. Motivation de l'urgence de l'interpellation interpartis urgente, Stolz Joseline, Groupe PSR, Rüber Stefan, Groupe Les Vert-e-s, Eggli-Aerni Roland, PVL Comment se fait-il que la Ville laisse ses biens immobiliers se délabrer et finisse par mettre ses locataires à la rue ?

Koller Levin, Fraktion SP/JUSO: Es geht, wie der Titel schon sagt, um eine städtische Liegenschaft. Die Mieter in dieser Liegenschaft haben sich schon vor acht Jahren gegen die Zustände dort gewehrt und verlangt, dass die unhaltbaren Zustände

behaben werden. Bis heute ist nichts passiert. Nun wurde der Mietvertrag gekündigt. Wir haben dazu einige Fragen und hätten die Antworten gerne, bevor die Leute aus dem Haus sind. Deshalb wollen wir den Vorstoss dringlich behandeln.

L'urgence est accordée.

- 10. Motivation de l'urgence du postulat urgent, Wassmann Leona, Groupe PS/JS, Burri Rahel, Groupe PS/JS, Schultz Moema, Groupe PSR, Boly Kady, Groupe PSR, Urweider Vera, Groupe Avenir Bienne/Centre, Varrin Océane, Groupe PRR, Magnin Nadia, Groupe Les Vert-e-s, Schlup-Eigenmann Katharina, Groupe PVL+ « Intervention en faveur du maintien de la ligne d'urgence AppElle »**

Wassmann Leona, Fraktion SP/JUSO: Wie schon gesagt, die Hotline AppElle wird heute eingestellt. Wir fordern, dass der Gemeinderat beim Kanton interveniert. Weil es zeitlich jetzt sehr knapp wird, ist es dringlich.

L'urgence est accordée.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville: Avant de vous laisser partir en pause, je tiens à vous souhaiter une bonne suite de soirée. Je laisse mon siège à Kady Boly qui présidera la suite de la séance.

Interruption de la séance de 19h55 à 21h05

Boly Kady, 1ère vice-présidente: Je remercie le Président de me donner cette opportunité de présider cette deuxième partie de la séance. Je vous demanderai de l'indulgence vu que c'est ma première fois. Je rappelle aussi que nous allons continuer à respecter les temps de parole réduits annoncés en début de séance.

- 11. 20250180 Postulat urgent Weber Philippe, Les Vert-e-s, Rüber Stefan, Les Vert-e-s, Briechle Dennis, PVL, « Un renforcement ciblé de la sécurité cycliste sur la rue Alexander--Moser »**

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat.

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal voir annexe 5)

Weber Philippe, au nom du Groupe Les Vert-e-s: Nous avons pris connaissance, vu que je ne suis pas le seul signataire de ce postulat, des réponses du Conseil municipal. J'ai eu des échanges préalables avec notre conseillère municipale à ce sujet et

j'aimerais la remercier pour cela. J'aimerais immédiatement aussi souligner et remercier le fait que le postulat soit proposé à l'adoption. Je vous proposerai bien sûr de voter dans ce sens en suivant le Conseil municipal. J'aimerais profiter ici de revenir sur quelques points qui nous paraissent importants à ce sujet car cela ne ressort pas directement de la réponse du Conseil municipal.

Ce qui est envisagé est effectivement de faire des modifications dans la signalisation au sol pour améliorer la sécurité des cyclistes et ça c'est quand même réjouissant de pouvoir, en adoptant ce postulat, arriver à un tel résultat. Le projet reste toutefois d'une certaine manière problématique dans sa globalité du point de vue de la circulation cycliste. On l'avait souligné à l'époque au moment où on est intervenu dans le débat concernant le crédit pour ce projet. Le postulat apporte une amélioration mais sans résoudre tous les problèmes de circulation qui résultent du cheminement qui est non-linéaire sur cette rue.

Finalement, cela reste un problème par exemple le croisement avec un bus dans la courbe restera compliqué, pour ne pas dire peut-être dangereux, même si le reste du tracé est tout à fait correct et la circulation reste apaisée avec une signalisation adaptée. Cela nous amène à souhaiter que globalement sur ce type de projets, dans les modalités de conception même des projets, on souhaite des changements. Ceci dans le but d'augmenter l'acceptabilité des projets et leur conformité aux besoins des usagers. Nous estimons donc qu'il faudra prévoir plutôt une consultation des partis et pas seulement des cyclistes, plutôt qu'une information comme c'est le cas actuellement. C'est donc ce que l'on souhaite à l'avenir afin d'augmenter l'acceptabilité des projets. Dans tous les cas, on propose de soutenir l'adoption du postulat et nous continuerons à nous engager pour une Ville favorable aux cyclistes.

Müller Bernhard, Fraktion SVP: Ich bin ein sicherheitsbewusster Typ. Aufgrund der bereits erfolgten Genehmigung zur Sanierung der Alex-Moser-Strasse ist die Fraktion SVP zur Ansicht gelangt, dass die laufenden Arbeiten durchgeführt und vollendet werden und danach die Kosten kontrolliert werden sollen. Unserer Ansicht nach stellt der Inhalt des vorliegenden Postulats keine Dringlichkeit dar. Der jetzige Zeitpunkt ist nicht geeignet, den Inhalt zu diskutieren und zu genehmigen. Aus finanzieller Sicht finden wir die Diskussion darüber verfrüht. Im Laufe 2026 können wir über allfällige Korrekturen und Zusatzwünsche mit allfälliger Erhöhung der Sicherheiten immer noch befinden.

Frank Lena, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Merci für die kurze Darlegung und kritische Würdigung unserer Antwort. Der Vorstoss wurde als dringliches Postulat im Juni 2025 eingereicht. In der gleichen Sitzung haben wir den Verpflichtungskredit 20250112 «Neugestaltung Alexander-Moser-Strasse» behandelt und entsprechend schnell mussten wir die Antwort verfassen. Deshalb enthält die Beantwortung nichts Neues. Ich kann Ihnen heute ein Update geben, was in der Zwischenzeit passiert ist. Wir haben den Markierungsplan überarbeitet und die Platzierung der Velopiktogramme überprüft. Gegenüber der ursprünglichen Variante wurde die Anzahl, insbesondere bei den Grünrabbatten und den Verzweigungen erhöht. Der Abstand der Piktogramme zum Trottoirrand wurde ausserdem vergrössert, damit der linke Rand mehr in die Fahrbahn hineinragt, was die Sichtbarkeit erhöht. Die geforderten 10 bis 20 Meter wären nicht überall möglich gewesen, weshalb der Abstand auf 7 Meter beschränkt wurde, dafür sind die Markierungen ein bisschen grösser. Insofern kann ich Sie beruhigen, wir haben die Massnahmen umgesetzt, soweit es möglich war. Ich kann auch die andere Seite beruhigen. Diese Massnahmen führten zu minimalen Mehrkosten. Es ging vor allem

darum, den Markierungsplan zu überarbeiten und das hat relativ wenig finanzielle Ressourcen gebraucht. Ich habe das Gefühl, wir sind hier zu einer Lösung gekommen, die pragmatisch umgesetzt werden kann und eine effektive Verbesserung bringt.

Vote

- sur la proposition du Conseil municipal d'adopter le postulat.

La proposition est acceptée.

12. 20250181 Interpellation interpartis urgente Schlup-Eigenmann Katharina, PVL, Bord Pascal, PRR, Sutter Andreas, FDP, Maurer Stefan, UDC, Berclaz Pascale, Groupe Avenir Bienne/Centre, Molina Franziska, PEV, «Informations concernant les hausses des dépenses et les changements en matière de recettes depuis le 1er janvier 2024 »

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal voir annexe 6)

Schlup Katharina, Fraktion GLP+: Besten Dank dem Gemeinderat für die Beantwortung unserer Fragen zu Beschlüssen, welche seit 2023 zu Veränderungen bei den Ausgaben und Einnahmen geführt haben beziehungsweise führen werden. Die Angaben waren für die Budget- und Finanzplanbetrachtungen hilfreich. Auf Nachfrage konnte der Finanzdirektor bestätigen, dass mit Ausnahme der Folgekosten beim Champagneschulhaus, welche erst ab Inbetriebnahme 2028 anfallen, die anderen erwähnten Ausgabenerhöhungen im Budget 2026 abgebildet sind. Eine Berichterstattung darüber, welche Konsequenzen die Entscheide von Stadtrat, Gemeinderat und Volk haben, könnte auch in Zukunft spannend sein und zur Transparenz beitragen. Besten Dank für die Beantwortung. Sie ist zufriedenstellend.

Les intervenants sont satisfaits de la réponse du Conseil municipal.

13. 20250182 Interpellation interpartis urgente Schüpbach Manuel, Groupe les Verts, Boly Kady, Groupe PSR, Lindegger Reto, Groupe FDP, Rodriguez Ugolini Julian, Groupe PS/JS, Schlup-Eigenmann Katharina, Groupe PVL+, Suter Daniel, Groupe PRR, « Souveraineté numérique de la Ville de Bienne »

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal voir annexe 7)

Schüpbach Manuel, Fraktion Grüne: Ich teile gerne mit, dass wir mit der Beantwortung zufrieden sind. Gleichzeitig sehe ich bei der digitalen Souveränität weiterhin gewisses Verbesserungspotenzial, insbesondere hinsichtlich des Umgangs mit dem «Vendor Lock-in» und der Prüfung des verstärkten Einsatzes von Open-Source-Lösungen. Ein «Vendor Lock-in» ist dann vorhanden, wenn fast keine Alternativen bestehen und die Stadtverwaltung dem Lieferanten quasi ausgeliefert ist. In der Antwort des Gemeinderats wird dies übrigens klar dargestellt.

Die erwähnten Exit-Strategien respektive Notfallpläne sind sinnvoll und notwendig. Sie sind primär eine rasche Reaktion auf Systemausfälle und weniger auf die langfristige Auswirkung der Abhängigkeit zu einzelnen Lieferanten oder Technologien. Mehr Transparenz bei der Evaluation und der Berichterstattung zuhanden des Stadtrats wäre sinnvoll, damit nachvollziehbar ist, ob und wie Alternativen geprüft wurden und welche konkreten Massnahmen gegenüber Risiken hinsichtlich Abhängigkeiten zu Lieferanten unternommen wurden. Herzlichen Dank für die seriöse Auseinandersetzung zu diesem wichtigen Thema.

Achermann Brice-Maximilian, au nom du Groupe UDC: Nous avons pris connaissance de la réponse du Conseil municipal et le remercie pour les riches réponses apportées aux bonnes questions des auteurs de cette interpellation. Dans mes occupations annexes au travail mais aussi annexes à la politique, je baigne près des libristes, ces personnes engagées pour de l'information open source. Oui, Wikipédia est basé sur un logiciel en open source et ceux avec qui j'ai déjà bu un verre savent que je suis intarissable en Wiki. J'avais en tête que la ville de Bienne avait été nommée dans un prix en lien avec le monde du libre. Vu la teneur des questions soulevées mais aussi des réponses apportées, cela m'a surpris. Actuellement, je n'ai pas l'impression que l'Administration de la Ville soit exemplaire en la matière. J'ai entrepris des recherches internet pour essayer de retrouver quel était ce fameux prix. Ce n'était pas facile, j'ai même utilisé la « Wayback Machine », le site internet qui permet de consulter des sites internet qui ne sont plus disponibles. Je vous lis donc un extrait de ces trouvailles. Il s'agit d'un communiqué du Swiss Open System, CH Open, Berne le 28 octobre 2015: *«And the winner is...parmi les 25 candidatures déposées et 15 projets nominés, 5 ont été récompensés par un CH Open Source Award. Les gagnants sont ... et la Ville de Bienne. Dans de nombreuses administrations publiques, les solutions open source ne sont souvent pas ou peu utilisées. Les grands éditeurs ont bien établi leurs solutions propriétaires. Les migrations de données sont ainsi rendues difficiles et les préjugés ou peurs diffusés à l'égard des logiciels open source constituent autant de freins à leurs utilisations. La section informatique et logistique de la Ville de Bienne a su conduire en peu de temps un changement de paradigme. Sous la direction technique et professionnelle de Thomas Bodenmann, avec le soutien du chef de section Michael Held, une petite équipe de personnes motivées et compétentes a non seulement intégré des solutions open source dans l'Administration mais a aussi développé et publié des modules spécifiques.»* Je serais curieux de savoir ce qu'il est advenu de cette admirable petite équipe et de leur travail. J'en profite aussi pour dire qu'il existe une alternative européenne et open source à Confluence Wiki d'Atlassian, ce géant qui pèse des milliards. Cette alternative s'appelle xWiki, elle est d'ailleurs utilisée pour le dictionnaire historique de la Suisse. Merci pour votre attention et au plaisir d'en discuter hors plénum.

Suter Daniel, au nom du Groupe PRR: Je tiens à adresser encore mes remerciements aux premiers signataires de cette interpellation pour les questions posées parce que cela nous intéressait au moment où elles ont été posées. De plus, elles ont été déposées par un professionnel en la matière. Aujourd'hui, nous avons la réponse du Conseil municipal et en tant que non informaticien, j'ai appris encore une leçon en matière d'informatique. J'ai surtout vu le professionnalisme et le sérieux de nos gens qui travaillent au service informatique. J'ai aussi pu voir tout ce qu'ils entreprennent pour la sécurité de nos données, toutes les possibilités qu'ils cherchent et trouvent pour échapper à un site ou une situation captive qui pourrait ne plus convenir à la ville de Bienne. Il ne faut pas non plus oublier le document annexe à la

réponse du Conseil de ville au sujet de la souveraineté informatique qui est un élément très important, notamment dans cette question de « Vendor Lock-in », c'est-à-dire une situation de captivité d'un utilisateur d'une entreprise vis-à-vis d'un fournisseur de services mais aussi le problème que cela constitue au plan suisse et les moyens que l'on peut envisager, pas par une commune mais éventuellement par tout un groupement de communes. C'est fort intéressant et les problèmes sont reconnus. On constate qu'à Bienne ils sont en de très bonnes mains. Je vous dis cela pour vous rappeler à quel point le renvoi décidé dans cet hémicycle le mois passé est lamentable. En effet, les 5 points qui ont été invoquées pour le renvoi concernaient des questions d'explication et de clarification. Je mentionne aussi le respect de la législation sur le marché public. On sait maintenant que ce sont des objets qui sont vu et reconnus et que l'Administration travaille sérieusement dans ce domaine. Maintenant, si le Conseil de ville veut se substituer aux spécialistes de l'Administration et renvoyer de telles affaires, je vous rappelle que cela ne sert pas à Bienne mais cela complique le travail et cela a aussi un effet sur le prix d'achat.

Les intervenants sont satisfaits de la réponse du Conseil municipal.

14. 20250092 Postulat Rodriguez Ugolini Julian, Groupe PS/JS, « Améliorer les processus décisionnels concernant l'utilisation des immeubles appartenant à la Ville »

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat et de radier du rôle les points 2, 3 et 4 comme étant réalisés.

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal voir annexe 8)

Rodriguez Ugolini Julian, Fraktion SP/JUSO: Dieser Vorstoss entstand etwas aus Frust darüber, dass die Stadtverwaltung gegen aussen oft etwas unkoordiniert wirkt. Es gab einige Liegenschaften, welche lange leer standen. Als Monate, manchmal sogar Jahre später nachgefragt wird, heisst die Antwort regelmässig, dass verschiedene Varianten geprüft werden. Gleichzeitig wird an anderen Stellen in der Stadtverwaltung, von stadtnahen Betrieben, Bieler Institutionen oder Genossenschaften nach Raum gesucht. Es entsteht der Eindruck, dass die rechte Hand nicht weiss, was die linke macht. Die Vermutung liegt nahe, dass die Vergabe von Leerständen im Tagesgeschäft untergeht oder durch komplizierte, nicht definierte Prozesse unnötig lange dauert. Umgekehrt wirkt es so, als müsste bei Platzbedarf an unterschiedlichsten Stellen in der Stadtverwaltung nachgefragt werden.

Mir ist bewusst, dass nahtlose Übergänge nicht immer möglich sind, aber etwas schneller sollte dies meiner Meinung nach schon gehen. Ich verstehe nicht, warum Leerstände nicht zur Zwischennutzung freigegeben werden. Es mag sein, dass das Interesse an mittelfristigen Zwischennutzungen grösser ist als an kurzen, die nur wenige Monate dauern. Gerade im Kulturbereich sehe ich jedoch grosses Potenzial. Ich bin froh, in der Antwort des Gemeinderates zu sehen, dass er sich dem Thema angenommen hat. Die berühmte Immobilienstrategie soll Verbesserungen bringen. Ich bin gespannt, was entstehen wird. Ich hoffe, dass Verbesserungen realisiert werden. Ich bin überzeugt, dass das Immo-Tool, welches bestimmt kommen wird, diesem Problem Abhilfe schaffen wird.

Ich bin einverstanden, Punkt 1 erheblich zu erklären. Punkt 2 und 3 können als erfüllt abgeschrieben werden. **Beim Punkt 4 jedoch bin ich mit der Abschreibung nicht einverstanden.** Aus der Antwort des Gemeinderates ist für mich nicht ersichtlich, dass dieser Punkt in den zu erarbeitenden Prozessen in der Immobilienstrategie integriert wird. Hierzu möchte ich gerne mehr Details erfahren, wenn die Strategie ausgearbeitet und umgesetzt ist.

Stöcker Manuel, Fraktion Grüne: Unsere Fraktion unterstützt den Antrag des Gemeinderats, die Punkte 2 und 3 des Postulats als erfüllt abzuschreiben. Beim Punkt 4, der die konsequente Zwischennutzung bei Leerständen betrifft, sehen wir jedoch klaren Handlungsbedarf. Dieses Thema ist aktueller denn je. Wie allgemein bekannt, gibt es zahlreiche Leerstände, insbesondere bei Gewerbeliegenschaften im Zentrum. Auf der offiziellen Zwischennutzungswebseite der Stadt ist lediglich ein einziges Objekt aufgeführt. Dies ist Grund genug, das Thema offen zu halten und diesen Punkt nicht abzuschreiben.

Vote

- sur la proposition des intervenants, de ne pas radier du rôle le point 4.

La proposition est acceptée. (Les points 1 et 4 sont adoptés, le points 2 et 3 sont adoptés et radiés du rôle).

15. 20250093 Postulat Rodriguez Ugolini Julian, Groupe PS/JS, « Centraliser la gestion de tous les immeubles appartenant à la Ville »

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat.

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal voir annexe 9)

Rodriguez Ugolini Julian, Fraktion SP/JUSO: Der vorliegende Vorstoss geht in eine ähnliche Richtung wie der vorherige. Hier geht es mir aber weniger um die Prozesse und Entscheidungswege, sondern mehr um die Organisationsstruktur. Es ist bekannt, dass einige Liegenschaften der Stadt Biel aktuell von einer externen Immobilienverwaltung betreut werden. Ich bin klar der Meinung, dass die Verwaltung dieser Liegenschaften, welche von «Schmitz Immobilien» erbracht wird, auch intern erbracht werden könnte. Buchhaltung, Nebenkostenabrechnungen, Entgegennahme der Meldungen von Defekten für kleine Reparaturarbeiten sind Standarddienstleistungen, welche sehr gut zentralisiert werden können. Die Stadt besitzt genügend Liegenschaften, damit es sich lohnt, diese Kompetenzen intern aufzubauen. Ich bin überzeugt, dass die entsprechenden Anforderungen auf dem Arbeitsmarkt erfüllt werden. Ich bin froh, lässt der Gemeinderat durchblicken, dass die Gedanken zur Immobilienstrategie in diese Richtung gehen. Ich bedanke mich für die positive Aufnahme und bin mit dem Antrag des Gemeinderates einverstanden, das Postulat erheblich zu erklären.

Urweider Vera, Fraktion Zukunft Biel/Mitte: Eigentlich bin ich ein bisschen sprachlos. Ich lese aus dem Vorstosstext vor: *«Der Gemeinderat wird gebeten zu prüfen, ob es sich lohnen würde, den Betrieb aller Liegenschaften im Besitz der Stadt Biel zentralisiert sicherzustellen, unabhängig davon, ob sie sich im Verwaltungsvermögen, Finanzvermögen oder in einer Sonderrechnung befinden.»* Eingereicht wurde das Postulat am 20. März 2025. Korrigieren Sie mich, aber ich glaube, wir haben an der Stadtratssitzung vom 18. September 2025 über das Immo-Tool abgestimmt. Wir wissen, wer es abgelehnt hat.

Rodriguez Ugolini Julian, Fraktion SP/JUSO: Wir haben es nicht abgelehnt, sondern zurückgewiesen, weil wir wissen wollen, was an den Prozessen geändert wird und wie die Organisationsstruktur aussehen soll. Das Tool ist sicher ein Teil davon. Ein Tool kann von unterschiedlichen Stellen in der Stadtverwaltung verwendet werden, um Immobilien zu bewirtschaften. Im vorliegenden Vorstoss geht es jedoch darum, dass dies organisatorisch zentralisiert wird, was nicht ganz das Gleiche ist. Es gab keine fundamentale Position gegen dieses Tool, sondern sehr viele offene Fragen. Die Antworten kommen hoffentlich bald und dann werden wir bestimmt zustimmen.

Feurer Beat, Finanzdirektor: Ich nehme noch einmal Stellung zu der Frage des Immobilien tools. Sie haben das Geschäft zurückgewiesen, weil Sie verschiedene weitere Informationen wollen. Es gibt Informationen, die wir Ihnen liefern können und es gibt eine Information, die wir Ihnen nicht liefern können, weil es dazu noch keinen Gemeinderatsbeschluss gibt. Das Geschäft muss zuerst erarbeitet werden. Ich mache Sie darauf aufmerksam, dass es nicht so schnell geht, wie Sie vielleicht denken. Wir gehen im Moment davon aus, dass wir frühestens im Frühjahr 2026 Antworten geben können.

Augsburger Dana, fraktionslos: ich möchte nachdoppeln, was Julian Rodriguez gesagt hat: Es sind zwei verschiedene Paar Schuhe. Das Tool wäre nicht ein Zauberstab gewesen. Der Rückweisungsantrag verlangt mehr Informationen, insbesondere über die Prozesse. Es hätte sein können, dass das Tool die Zentralisierung verunmöglicht hätte. Ein Tool kann nicht immer alles.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

16. 20250094 Postulat Sprenger Titus, Groupe Les Vert-e-s, «Parking de la Gare: supprimer ou modifier la mise à ban générale pour le trafic piéton et cycliste»

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat.

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal voir annexe 10)

Sprenger Titus, Fraktion Grüne: Vielen Dank dem Gemeinderat für seine zustimmende Antwort, obschon er Bedenken zu Ordnung und Sicherheit äussert. Lassen Sie mich zum Thema Sicherheit, insbesondere hinsichtlich des Risikos von rückwärts ausparkierenden Fahrzeugen folgendes einwenden: Diese Gefahr besteht bereits heute gegenüber jenen Kundinnen, welche zu ihrem Fahrzeug laufen, oder gegenüber jenen Kunden, welche mit ihrem Fahrzeug aus dem Parking hinausfahren.

Es ist also keine neue Gefahr. Weil wir uns aber in einem Parking befinden, ist langsames Fahren ohnehin angesagt. Das dürfte wohl auch der Grund sein, weshalb trotz zahlreicher Rückwärtsfahrmanöver verhältnismässig wenige Unfälle passieren. An der Murtenstrasse beispielsweise dürften die schräg parkierten Fahrzeuge hingegen mehr überraschen, wenn sie rückwärts ausparkieren und aufgrund des höheren Tempos zu grösseren Schäden führen.

Zum Thema Ordnung hinsichtlich der sogenannten ungewollten Gruppen oder Einzelpersonen reicht es, zum Bahnhof nebenan zu schauen, um sich zu fragen, wie das denn die SBB auf pragmatische Weise lösen. Fakt ist, dass die SBB trotz eines weitaus grösseren Personenaufkommens ohne richterliche Verbote und nur gerade mit einer Hausordnung auskommen. Fakt ist allerdings auch, dass die SBB «Herren im eigenen Hause» sind und die Bewirtschaftung dieses Hauses nicht an Drittfirmen ausgelagert haben. Mit Blick auf diese Lösung bin ich sicher, dass der Gemeinderat für das Bahnhofparking einen pragmatischen Weg findet, um die zahlreichen Personen, die heute zu Fuss oder mit dem Velo das Parking durchqueren, quasi zu entkriminalisieren.

Scherrer Jürg, Fraktion SVP: Die Logik in der Antwort des Gemeinderats ist umwerfend. Er begründet ausreichend, warum das Verbot für den Fussgänger- und Veloverkehr im Bahnhofparking Sinn ergibt. Er begründet auch, falls das Verbot teilweise oder ganz aufgehoben würde, mit welchem Aufwand zu rechnen ist. Abgesehen davon wurde das Parking gebaut, um zu parkieren und nicht um Velo zu fahren. Was hat sich der Gemeinderat gedacht, wenn er sagt, man könnte Parkplätze aufheben in einem Parkhaus? Am Schluss seiner Beantwortung beantragt der Gemeinderat die Erheblicherklärung des Vorstosses. **Die Fraktion SVP beantragt, den Vorstoss abzulehnen und, falls er erheblich erklärt wird, als erfüllt abzuschreiben.**

Ein Punkt fehlt in der Antwort des Gemeinderats: Die Parking Biel AG gehört zwar der Stadt Biel, aber für den Betrieb und für das Management ist der Verwaltungsrat der Parking Biel AG verantwortlich. Der Gemeinderat kann allenfalls als Bittsteller zum Verwaltungsrat gehen, keinesfalls kann er Weisungen erteilen oder Massnahmen über den Kopf des Verwaltungsrates hinweg ergreifen. Meine Damen und Herren, die Fraktion SVP lehnt diesen Vorstoss ab. Sie können ihn natürlich erheblich erklären und werden diesen dann regelmässig auf der Liste der Verlängerungen der Umsetzungsfrist wiederfinden.

Sprenger Titus, Fraktion Grüne: Nur kurz zur Erinnerung. Es hat ein Parking für Velos am gleichen Ort, deswegen macht es durchaus Sinn, dass man Velofahrenden dort die Zufahrt erlaubt und nicht grosse Umwege verlangt.

Scherrer Jürg, Fraktion SVP: Das Veloparking ist nicht im Parkhaus, wo die Autos durchfahren, sondern am Rand. Es gibt einen Zufahrtsweg für die Velofahrer. Velofahren macht fit, also ist der Umweg zumutbar.

Vote

- sur la proposition du Conseil municipal d'adopter le postulat.

La proposition est acceptée.

17. 20250090 Postulat Schlup-Eigenmann Katharina, Groupe PVL+, « Il faut considérer le Palais des Congrès comme une seule unité »

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat.

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal voir annexe 11)

Müller Bernhard, Fraktion SVP: Die Fraktion SVP ist zur Überzeugung gelangt, dass aufgrund der heutigen Situation der Stadtverwaltung grösstmögliche Flexibilität und Handlungsspielraum gewährt werden müssen. Das vorliegende Postulat zur Vereinheitlichung des Kongresshauses sehen wir deshalb als nicht vordringlich und nicht notwendig an. Es macht uns bereits heute Kopfzerbrechen, wie wir in ein paar Jahren den Stimmbürgern und unseren Kindern die notwendige Sanierungssumme für das Kongresshaus erklären sollen. Die geschichtsträchtige Immobilie aus den 1960er-Jahren, der damaligen Epoche des Brutalismus, wird noch riesige Summen verschlingen. Auch ich persönlich bin mit dem Kongresshauses aufgewachsen. In Zukunft müssen wir damit sehr haushälterisch umgehen und Gebäude und Terrain nach neuzeitlichen Anforderungen ausrichten.

Schlup Katharina, Fraktion GLP+: Es ist nicht nur so, dass wir das Kongresshaus als Einheit betrachten sollten. Für das CTS-Geschäftsmodell muss klar sein, was im Pilotprojekt herauskommt. Für die Machbarkeitsstudie aber auch die Immobilienstrategie muss klar sein, was bei CTS oder beim Kongresshaus geschieht. Deshalb möchte ich Sie bitten, dem Gemeinderat zu folgen. Die Strategien und Geschäftsmodelle hängen voneinander ab. Zudem können Synergien genutzt werden.

Müller Bernhard, Fraktion SVP: Die CTS-Leitung hat keinen der eingereichten Verbesserungsvorschläge des ehemaligen Restaurantpächters umgesetzt. Jahrzehntlang hatten wir Zeit, um Studien durchzuführen. Bleibt die Frage, die wir dem Gemeinderat stellen müssen, wo sind die vielen Ideen? Wir haben ein Kongresshaus, das in Zukunft Millionen verschlingen wird. Heute müssen wir anfangen, zu überlegen, was wir damit in Zukunft machen. National anerkannte Anlässe für unsere Kinder können wir dort nicht mehr organisieren, weil die genialen Architekten die dafür notwendige Länge des Schwimmbeckens verfehlt haben. Also ich habe noch nie nationale Anlässe im Kongresshaus Biel gesehen. Das Kongresshaus wurde für die Bieler Vereine zur Durchführung von Anlässen gebaut. Systematisch wurden von einem Jahr auf das andere die Preise stark erhöht. Es ist dringend nötig, dass sich jeder von uns in den nächsten Jahren überlegt, was wir mit dem Terrain machen können. Jeder ist aufgerufen, mit möglichst guten Ideen und Kreativität den Gemeinderat zu unterstützen.

Frank Lena, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Es herrscht Einigkeit darüber, dass das Kongresshaus saniert werden muss. Einig ist man sich, glaube ich, auch darüber, dass es gute und kreative Ideen braucht. Genau deshalb führen wir das Pilotprojekt durch. Die Zeiten sind anders als damals, als das Kongresshaus gebaut wurde. Die Gesellschaft und die Situation der Stadt Biel haben sich verändert. Wir wollen das Haus so sanieren, dass es nicht nur für die aktuellen, sondern auch die künftigen Bedürfnisse passt. Die verschiedenen Teile des Kongresshauses sind als Einheit zu betrachten. Die vorliegende Forderung unterstützt der Gemeinderat, deshalb bitten wir Sie, das Postulat erheblich zu erklären.

Vote

- sur la proposition du Conseil municipal d'adopter le postulat.

La proposition est acceptée.

18. 20250091 Postulat Burri Rahel, Groupe PS/JS, « Sécurité routière dans le quartier de la Champagne »

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat.

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal voir annexe 12)

Burri Rahel, Fraktion SP/JUSO: Vielen Dank für die Beantwortung des Postulats und das Ernstnehmen der Sicherheit vieler Velofahrenden, Fussgänger und Fussgängerinnen und vor allem auch der Kinder. Bereits vor vielen Jahren war die fehlende Sicherheit an der Champagneallee ein Thema. Damals wurde ein Junge überfahren und verstarb. Der Aufschrei damals führte leider bis heute zu keinen Veränderungen. Viele Anwohner und Anwohnerinnen verstehen nicht weshalb und wünschen sich eine Sicherheitserhöhung. Die Strassen sind sehr eng und es gibt keine Trottoirs. Wenn ein Auto durch die Strasse fährt, haben die Fussgänger und Fussgängerinnen keinen Platz und müssen zwischen die parkierten Autos flüchten. Mit einem Kinderwagen ist dies aufgrund des eingeschränkten Platzes kaum möglich. Neben dem fehlenden Platz ist die Allee auch sehr unübersichtlich. Ein Kind, das über die Strasse geht, was es ja aufgrund des fehlenden Trottoirs machen muss, wird nicht sofort gesehen und es entsteht ein grosses Risiko. Im Quartier wohnen Familien und viele Kinder spielen dort. Darüber hinaus ist die Champagnerallee für viele Kinder auch ein Teil ihres Schulweges. Mit der Renovation des Champagneschulhauses ist der richtige Zeitpunkt gekommen, etwas für die Sicherheit der Kinder zu unternehmen und deshalb bitte ich Sie, dem Gemeinderat zu folgen.

Achermann Brice-Maximilian, au nom du Groupe UDC: Nous avons pris connaissance du postulat déposé ainsi que de la réponse du Conseil municipal et, comme vous vous en doutez tous, nous nous opposons à ce postulat. Oui, il y a une école dans ce quartier et la sécurité des écoliers est très importante mais il y a eu moins de 5 accidents en 16 ans à cet endroit. Ce n'est vraiment pas beaucoup. Je remercie Madame Frank pour les informations complémentaires à ce sujet. Si l'on regarde les mesures souhaitées par les postulants, nous retrouvons les poncifs anti-voitures classiques comme la suppression de places de parc, la diminution des droits de circuler pour les voitures seulement, ainsi que les classiques zones de rencontre. C'est vrai que ce n'est pas comme s'il y avait des stades juste à côté où les gens pouvaient se retrouver et flâner. De plus, dans ces zones de rencontre, le 20 km/h est de rigueur et on supprime les passages piétons. Pensez-vous réellement que ce soit une bonne idée d'enlever le marquage qui permet de savoir où les enfants vont croiser les voitures? Sans indication claire, c'est le flou qui s'installe. Je ne pense pas que le flou soit une bonne chose quand on se préoccupe de la sécurité routière pour les enfants.

De plus, nous savons d'expérience que la Ville de Bienne est forte pour faire des réaménagements de routes, pas forcément nécessaires, comme nous l'avons vu à la

rue Alexander-Moser. Au moment où nous publions une première série de mesures du fameux «Substance», où les économies se chiffrent à environ 10 mio. fr., souhaitons-nous vraiment lancer un chantier inutile qui pourrait encore se chiffrer à 1 mio. fr. ?

Le Conseil municipal se targue souvent de dialogue avec la population, d'ateliers participatifs où tout le monde peut donner son avis pour, au final, quand même choisir ce dont il a envie. Mais dans ce cas, c'est fait en étroite collaboration avec les acteurs clés, tel que la Guilde du quartier Est. Mais est-ce que les habitants de ce quartier sont réellement représentés par le comité de cette Guilde? Est-ce que seulement deux membres de ce comité sont habilités à exprimer l'avis de toute l'association? L'organe suprême d'une association, ce n'est pas une assemblée générale. On peut dire que la transparence n'est pas très claire, encore moins si ces membres du comité ne communiquent pas ces informations aux différents habitants. Si les Biennois et Biennoises étaient satisfait(e)s de la politique de mobilité du Conseil municipal, il n'y aurait pas eu de pétition contre la suppression de places de parc. 2'000 signatures, cela peut paraître peu, mais c'est pas mal, surtout mis en perspective dès 5'848 des dernières élections. Merci pour votre attention.

Buchhofer Kioutsoukis Stefan, Fraktion FDP: Ich verstehe die Postulantin inhaltlich und habe Sympathien für das Anliegen. Ich sehe aber das grosse Risiko, vielleicht auch die Chance, dass eine Begegnungszone gemacht wird. Wir haben vorhin über die Finanzstrategie und das Budget 2026 gesprochen. Seit neun Monaten, seit ich im Stadtrat bin, haben wir Kredite für Umgestaltungsmassnahmen im Umfang von sage und schreibe CHF 6'795'000 gesprochen. Dies abgesehen von weiteren Investitionen im Kompetenzbereich des Gemeinderats. Wir können temporeduzierte Zonen schaffen, ohne bauliche Massnahmen umzusetzen. Im Kongresshaus versuchen wir herauszufinden, was dieser Raum leisten kann. Dasselbe kann auch mit dem Strassenraum gemacht werden. Vielleicht sind wir anschliessend gescheiter und geben nicht einfach sinnlos Geld aus, das dann über das Agglomerationsprogramm, Klimakredite und so weiter legitimiert wird. Wir müssen bescheidener werden, insbesondere im Hinblick auf die Debatte zu «Substance+» im November.

Rüber Stefan, Grüne: Ich bin in einem Punkt einig mit meinem Vorredner: Es geht darum, möglichst einfach Begegnungszonen einzuführen, ohne grossartige bauliche Massnahmen. Gerade in Quartieren mit engen Verhältnissen könnte das durchaus ein Weg sein. Wo ich nicht ganz einverstanden bin, ist dort, wo es darum geht, die Stadt dem Klimawandel anzupassen. Bäume zu pflanzen geht nicht gratis. Wobei, wenn wir Möglichkeiten finden, auch das günstiger zu machen: «why not»? Da habe ich überhaupt nichts dagegen. Das ist einfach etwas, wo wir sagen, das müssen wir uns leisten, davon bin ich persönlich überzeugt. Sonst ist es in 20, 30 Jahren nicht mehr schön, in unserer im Übrigen doch sehr angenehmen und schönen Stadt zu leben.

Buchhofer Kioutsoukis Stefan, parteilos: Wenn es um Bäume geht, bin ich bei Ihnen, Herr Rüber. Wir müssen Bäume aber unter Konditionen pflanzen, die auch baumwürdig sind. Das macht die Stadt Biel seit Jahren nicht. Die Baumgruben sind zu klein, die Bäume stehen an nicht baumgerechten Standorten. Sie haben keine Lebensperspektive von 50 bis 100 Jahren und werden nicht klimawirksam sein. Wir können überall irgendein Bäumchen pflanzen, wenn wir nicht Voraussetzungen schaffen, dass diese Bäume gross und damit klimawirksam werden, können wir das auch sein lassen. Dann ist es nämlich nur Greenwashing.

Weber Philippe, Les Vert-e-s: Nous assistons à un débat avec beaucoup d'émotion. Je vais revenir à quelques considérations un peu plus générales, peut-être un peu moins émotives aussi, mais je ne vais surprendre personne en disant que notre Groupe va évidemment voter l'adoption du postulat à l'unanimité. J'ai l'impression ici que le débat rentre déjà dans des détails techniques qui n'ont pas lieu d'être. Le Conseil municipal dit qu'il a bien pris note des demandes faites dans ce postulat et qu'il va étudier, dans le cadre d'un projet de mise en œuvre concret, les possibilités qui existent pour réaliser les différentes choses qui sont proposées, comme la mise en place d'une zone de rencontre, la suppression peut-être d'une partie des places de parc, la mise en place de structures propres pour adapter la Ville au changement climatique. On ne peut donc pas encore préjuger de la solution et critiquer sur cette base. A mon avis, ce serait une action qui manquerait d'honnêteté. Pour notre Groupe en ce qui concerne ce postulat, il n'y a pas eu véritablement de discussion. On peut suivre les réflexions et les propositions de la postulante et du Conseil municipal dans leur ensemble. En adoptant ce postulat, on encourage la possibilité d'améliorer la qualité de vie dans ce quartier. On opte pour des conditions de sécurité qui sont adaptées pour les enfants qui doivent se déplacer dans l'école à proximité. Il s'agit d'une école qui va grandir, où il y aura de plus en plus d'élèves et d'un quartier qui est amené à se densifier aussi. On a donc besoin d'espaces publics qui soient adaptés à une densité qui évolue et qui augmente. C'est ça qui doit avoir la priorité et bien évidemment pour ces raisons, notre Groupe vous propose de voter l'adoption du postulat.

Frank Lena, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Um was geht es hier? Es geht um einen Vorstoss, der uns auffordert, im Champagnequartier Verkehrsmassnahmen zur Erhöhung der Sicherheit umzusetzen. Und genau darauf antworten wir.

Im Moment erarbeiten wir ein Projekt. Wir machen das auf dem üblichen Weg, indem wir die Vorstände oder Verkehrsgruppierungen der Quartierleiste mit einbeziehen. Bis jetzt hat das gut funktioniert. Grundsätzlich ist der Einbezug eines kleinen Kreises sinnvoll. Wir haben nicht die Möglichkeit und die Ressourcen, bei jedem Projekt einen partizipativen Prozess zu machen, weshalb wir mit den Quartierleuten zusammenarbeiten. Im vorliegenden Fall ist auch der Vorstand der BIWOG (Bieler Wohnbaugenossenschaft) mit einbezogen, der besonders betroffen ist. Ein riesiges Umgestaltungsprojekt, wie an anderen Orten, ist nicht vorgesehen, ansonsten wäre wahrscheinlich ein partizipativer Ansatz gewählt worden.

Das Projekt ist wichtig. Es wird ein neues Schulhaus gebaut und zusammen mit den bestehenden Gebäuden entsteht die grösste Schulanlage der Stadt Biel. Verkehrsmassnahmen zur Erhöhung der Sicherheit sind dort zentral. Dabei betrachten wir nicht nur den Perimeter bei der Schule, sondern ein grösseres Gebiet. Die Verkehrsmassnahmen benötigen sicher gewisse Umgestaltungen. Der Strassenraum ist von den Bauarbeiten betroffen. Der Verkehr muss neu organisiert und je nachdem optisch angepasst werden. Zudem haben wir den Auftrag, die Stadt grüner zu gestalten. Ich verwahre mich gegen den Vorwurf, dass wir reines Greenwashing betreiben.

Ich bitte Sie, den Vorstoss erheblich zu erklären. Wir sind an diesem Projekt dran und nach der Entscheidung im Gemeinderat wird auf dem üblichen Weg darüber informiert. Anschliessend durchläuft das Projekt den üblichen demokratischen Prozess.

Vote

- sur la proposition du Conseil municipal d'adopter le postulat

La proposition est acceptée.

19. 20250095 Interpellation interpartis Rüber Stefan, Groupe Les Vert-e-s, Eggli-Aerni Roland, Groupe PVL+, Lindegger Reto, Groupe FDP, « Où en est le postulat 20230188 concernant la préservation de l'héritage industriel de Bienne (« Reusine ») ? »

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal voir annexe 13)

Rüber Stefan, Fraktion Grüne: Wir haben vor einiger Zeit ein Postulat eingereicht, in welchem es darum geht, Ideen und Wege zu finden, wie das industrielle Erbe unserer Stadt bewahrt werden kann (Postulat 20230188 «Erhalt des industriellen Erbes der Stadt Biel («Reusine»)»). Es soll einer neuen Nutzung zugeführt, statt dem Verfall oder dem Abriss preisgegeben werden. Wir haben bis heute schon länger nichts mehr gehört, deshalb die Interpellation. Besten Dank für die Beantwortung, sie ist sehr ausführlich und verständlich. Irgendwie schade, dass die Idee der Charta nicht funktioniert hat. Wenn etwas nicht funktioniert, ist es aber ehrlich und besser, den Versuch abubrechen und zu sagen, versuchen wir es auf eine andere Art. Deshalb interessiert uns, wie es weitergeht. Wenn ich den Gemeinderat richtig verstehe, stellt er sich auf den Standpunkt, dass sich die Szene weiterentwickelt hat und heute sensibilisiert ist. In Zukunft sollen Fabrikgebäude erhalten und umgenutzt werden. Erwähnt wird dabei die Revision der baurechtlichen Grundordnung. In deren Rahmen soll ein Stadtentwicklungskonzept erarbeitet werden.

Das Ziel des Postulats, eben den Erhalt des industriellen Erbes der Stadt Biel, soll dann im Rahmen von konkreten Planungs- und Bauvorhaben umgesetzt werden. Das scheint mir relativ unverbindlich, respektive zu optimistisch, um langfristig zu funktionieren. Eventuell reichen wir deshalb in der näheren Zukunft, im Hinblick auf die erwähnte Revision, einen Folgevorstoss ein, mit der Forderung, die Erreichung der Ziele des Postulats zu konkretisieren. Die Gedanken dazu sind aber noch nicht ausgereift. Ich bin zufrieden mit der Beantwortung und bedanke mich für die Arbeit.

Buchhofer Kioutsoukis Stefan, Fraktion FDP: Grundsätzlich schliesse ich mich dem Vorredner an. Die Beantwortung ist umfassend und logisch. Trotzdem bleibt auch bei mir ein ungutes Gefühl. Damit das klar ist, ich bin nicht Mitglied von «Reusine», ich bin nur Architekt und zeitweise vielleicht auch ein wenig überengagiert. Ich gehe davon aus, dass eine Ortsplanungsrevision zehn Jahre dauert, bis sie in Kraft tritt. Ich wünsche mir von der Stadtplanung Perspektiven für die Eigentümer solcher Liegenschaften, damit sie nicht durch Verbote, sondern durch Anreize das kulturelle, industrielle Erbe pflegen und daraus etwas machen. Im Quartier Jakob-Strasse Süd gibt es leider nur noch die Möglichkeit, ein Fragment zu erhalten. Ich denke, der Stadtverwaltung würde es gut anstehen, wenn sie dort einen Schritt nach vorne machen und sich dieser Herausforderung annehmen würde. Raphael Benz und ich werden noch auf Sie zukommen.

Gonzalez Vidal Bassi Glenda, Maire: Cela me réjouit de voir que le patrimoine et la matière bâtie, industrielle en particulier, préoccupe grandement ce Parlement et que, autant du côté des professionnels que du côté des non-professionnels, on se soucie justement de l'avenir de ces bâtis. Il est évident qu'aujourd'hui, pour des raisons de durabilité, nous devons considérer tout notre bâti d'une manière différente de ce que l'on le faisait encore il y a 10 ans. Je ne peux pas m'engager de manière ferme sur quoi que ce soit, sur un objet en particulier, mais ce que je peux vous assurer, c'est qu'autant le Conseil municipal que l'urbanisme ont à cœur de prendre soin de ce patrimoine bâti, qu'il soit industriel ou non.

Mais nous devons le faire dans une temporalité et avec les outils qui correspondent. C'est pour cela que je vous prie finalement de suivre le Conseil municipal dans la logique aussi de confiance que l'on est en train d'établir. Dans cette logique de confiance, il s'agit de mettre en évidence une posture vis-à-vis de tout projet de construction plutôt que de s'engager fermement par écrit au travers d'une charte. C'est quelque chose qui a également été discuté avec « Reusine ». Nous sommes justement toujours en dialogue et c'est cela, à mon sens, qui fait aujourd'hui le plus de pertinence dans tous nos projets. Il faut rester et être en dialogue avec une participation la plus large possible, comme vous l'avez vu dans la réponse à l'interpellation, tant au niveau des experts professionnels qu'au niveau de la population mais aussi des Autorités.

Les intervenants sont satisfaits de la réponse du Conseil municipal.

20. 20250096 Interpellation Sprenger Titus, Groupe Les Vert-e-s, «Autorisation à ne pas respecter les interdictions de circuler sur des routes communales»

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal voir annexe 14)

Sprenger Titus, Fraktion Grüne: Zu Punkt 1 bin ich erfreut, zu erfahren, dass unter den Behörden keine Missverständnisse bestehen und offensichtlich die Medien an einem falsch vermittelten Eindruck schuld sind. Hinsichtlich Punkt 2 begrüsse ich die mit der Antwort geschaffene Transparenz. Zugleich bin ich etwas überrascht darüber, dass in der Stadt Biel nicht mehr Abweichungen zu dem gelten, was jeweils vor Ort signalisiert wird. Zu Punkt 3 hätte ich mir mehr Ausführungen zum Thema Sensibilisierung gewünscht, insbesondere hinsichtlich der sogenannten unumgänglichen Fahrten. Nichtsdestotrotz bin ich weitgehend von der Beantwortung befriedigt.

Les intervenants sont satisfaits de la réponse du Conseil municipal.

21. 20250097 Interpellation Achermann Brice, Groupe UDC, « Semaine d'action contre le racisme est-ce vraiment de l'intégration ? »

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal voir annexe 15)

Achermann Brice-Maximilian, au nom du Groupe UDC: J'ai pris connaissance de la réponse du Conseil municipal et cela m'a permis de mieux comprendre les

différentes implications entre les interactions de la Commune, des cantons et de la Confédération et je suis satisfait de la réponse du Conseil municipal.

Bucher Juliet, Fraktion SP/JUSO: Der Gemeinderat hat den Interpellanten geantwortet. Ich habe folgende Bemerkungen anzufügen: Rassismus blockiert die Integration. Die Fussballnationalmannschaft gehört zu den besten Mannschaften der Welt. Die meisten der Spieler haben einen Migrationshintergrund. Die besten Ingenieure der Schweiz haben oft ebenfalls einen Ausländerausweis. Viele Ärzte in den Spitälern stammen aus dem Ausland und wir Pflegerinnen mit oder ohne Schweizer Pass absolvieren täglich unsere Schichten im Dienst der Kranken und Verunfallten. Dank einer umsichtigen Integration wurde das alles möglich. Rassismus war im Laufe der Geschichte ein erhebliches Hindernis für die Integration, insbesondere in den Bereichen Bildung, Wohnen und Beschäftigung. Es ist daher wichtig, sich mit Rassismus zu befassen. Dies ist eine Voraussetzung für eine gelungene Integration. Es ist wichtig, die Folgen von Rassismus hervorzuheben und den Menschen bewusst zu machen.

Es ist nötig, sich mindestens eine Woche im Jahr mit dieser Problematik zu beschäftigen, nur eine Woche im Jahr. Wir im Stadtrat sollten es zu unserer vornehmen Aufgabe machen, dies zu unterstützen und für eine Verbesserung für uns alle, die in Biel leben, zu sorgen. Integration ist nicht eine Einbahnstrasse. Wenn Sie nach Rom gehen, tun Sie, was die Römer tun. Die Römer sind aber nicht bereit, Ihnen dabei zu helfen. Reden ist eben noch nicht Handeln. Um zu handeln, muss man sich zuerst klar werden über gesellschaftliche und wirtschaftliche Folgen einer misslungenen Integration.

In unserem städtischen Migrationsamt gehen wegen unerklärbarer Verzögerung bei der Erneuerung von Aufenthaltsbewilligungen Jobs verloren oder verunmöglichen eine rechtzeitige Aufnahme des Studiums. Zudem ist es fast unmöglich, ohne gültige Papiere eine Wohnung zu finden. Dieser Missstand führt zu Ungleichheit und Arbeitslosigkeit; er führt direkt in die Sozialhilfe. Die Menschen darauf aufmerksam zu machen, was Rassismus mit der Gesellschaft macht, ist dringend nötig. Wir müssen die Integration gezielt fördern. Dazu müssen wir die sich stellenden Herausforderungen erkennen und meistern. Wir müssen strukturellen Rassismus erkennen und adressieren, um zu sehen, wie geltende Richtlinien und Institutionen Ungleichheit aufrechterhalten. Die Forderung nach Vielfalt und Inklusion ist der Zeit geschuldet, in der wir leben. Die Umsetzung von Massnahmen zur Förderung der sozialen Durchmischung und Chancengleichheit ist ein Muss. Wir müssen zusammenkommen und Herausforderungen überwinden. Nur ein Problem zu benennen, ohne dafür eine Lösung zu finden, hilft in keiner Weise. Übrigens, von den elf Stammspielern des FC Biel hat gerade ein einziger Spieler keinen Migrationshintergrund.

Roquet Hervé, au nom du Groupe PSR: L'interpellation de l'UDC, que nous débattons aujourd'hui, est un concentré d'insinuations et préjugés qui nous consternent mais ne nous surprend pas. Sous couvert de questions budgétaires sur la semaine d'action contre le racisme, elle véhicule une idéologie xénophobe à l'exact opposé de l'identité de notre Ville. L'interpellant, Monsieur Achermann, nous brandit l'adage «*À Rome fais comme les Romains*», ce faisant, il nous dévoile son idéal, l'assimilation totale. Il va même jusqu'à déformer l'adage pour sous-entendre que les personnes migrantes ne seraient là que pour exploiter notre état social. C'est une rhétorique aussi mensongère qu'insultante. Alors, Monsieur Achermann, laissez-moi vous retourner votre logique, à Bienne, on vit comme des Biennoises et des Biennois et être Biennois,

c'est précisément accepter la diversité comme une force. Il n'y a pas une identité mais des identités. Que sous-entendez-vous avec votre adage un seul pays? Une seule foi? Une seule culture?

Faut-il rappeler à l'interpellant romand, comme moi, que le français à Bienne est historiquement une langue de migrants économiques? Souhaite-t-il, au nom de sa logique, un retour au monolinguisme et à l'allemand? Pire encore, pour tenter de justifier sa charge contre une semaine dédiée à la lutte contre le racisme, l'interpellant n'hésite pas à utiliser la plus vieille ficelle de l'extrême-droite, l'amalgame. Il insère dans son texte trois liens hypertextes qui n'ont rien à voir avec le sujet et j'espère que vous avez cliqué dessus pour voir de quoi il retourne. Ces trois liens ont un seul but, créer une association fallacieuse entre l'islam et l'extrémisme et le djihadisme. Cette manœuvre est indigne. Elle vise à détourner le débat, à semer la peur et à stigmatiser toute une communauté pour ne pas avoir à parler du vrai sujet, le racisme. Il existe encore dans notre société. Il touche non seulement les victimes de racisme mais aussi ceux qui ont un comportement raciste. Nous en avons toutes et tous plus ou moins de ces comportements racistes car nous avons été socialisés avec des idées racistes. Nous avons des préjugés et des stéréotypes, moi y compris, vous y compris aussi. Cette interpellation est donc la preuve la plus éclatante que la semaine d'action contre le racisme est plus nécessaire que jamais. Elle nous montre que même ici, dans notre Ville ouverte, le combat contre les préjugés et la haine ne doit pas être terminé. Alors, pour conclure et puisque l'interpellant est si désireux d'assimilation, je lui lance une invitation, Monsieur Achermann en vous proposant d'aller ensemble à la semaine contre le racisme car il n'est jamais trop tard pour apprendre comment vivent les Biennois et Biennaises.

Müller Lukas, EDU: Ich denke, das Thema Rassismus ist sehr wichtig. Leute erhalten wegen ihrer Herkunft oder gewissen Attributen, die sie besitzen, nicht die Leistungen oder Arbeitsstellen, die ihnen unter fairen Bedingungen zustehen würden. In unseren öffentlichen Verwaltungen sehen wir sehr viele weisse Leute mit links-grünem Hintergrund. Es werden Leute, die beispielsweise für eine Stelle in einer Kita sehr gut geeignet wären, systematisch ausgeschlossen, weil sie keinen Hochschulabschluss besitzen. In leitenden Gremien der Verwaltung sind nicht, wie hier im Parlament, verschiedene Hautfarben vertreten, sondern vor allem weisse Frauen mit linkem Hintergrund. Ich frage mich, ob beispielsweise SVP-Wähler diskriminiert werden. Muss der Präsident der Verkehrsbetriebe Biel ein Linker sein oder kann das eine FDP-Person sein? In den wichtigen Gremien haben im Verwaltungsrat linke Politiker die Mehrheit. Wieso findet sich dort keine Person aus der Wirtschaft mit einer anderen Hautfarbe als die weissen linken Personen, die wir überall sehen?

Wassmann Leona, SP: Ich glaube, wir sind ein bisschen vom Thema abgekommen. Vielleicht kann ich teilweise Ihre Fragen beantworten, Herr Müller. Wir haben alle rassistische Vorurteile und Stereotype in unserem Kopf und handeln dementsprechend. Diese sind sowohl auf linker und noch viel mehr auf rechter Seite vorhanden.

Zurück zur Interpellation: Ich spreche konkret die SVP an. Ist eine Aktionswoche gegen Rassismus Integration? Ja, es ist Integration und wenn ich die Interpellation anschau, dann ist sie vor allem Integration für die SVP. Wieso, weil Sie in dieser Interpellation einen verurteilten Rechtsextremisten zitiert und Lügen verbreitet haben, was den Rassismus in der Gesellschaft verstärkt. Sie sprechen davon, dass sich die Menschen nicht integrieren wollen oder zumindest suggerieren Sie das. Eigentlich sind Sie es

aber, die nicht wollen, dass sich Menschen überhaupt integrieren können, wenn Sie solche Aussagen verbreiten. Sie zitieren im Vorstosstext Quellen mit antimuslimischem Parteiprogramm. Damit füttern Sie Stereotypisierungen wie Homofeindlichkeit oder Extremismus. In einem Parlament geht das einfach nicht. Als ich das gelesen habe, wurde ich wütend. Diese Stereotypen blockieren die Integrationsprozesse, weil sie Hürden aufbauen und das hat nachher Konsequenzen in den Bereichen Arbeit, Gesundheit, Wohnungsmarkt und so weiter. Wir müssen alle unsere eigenen Vorurteile abbauen, damit wir zusammenfinden können. Dieser Prozess dauert lange und deswegen ist die Aktionswoche gegen Rassismus das Mindeste, was wir tun können.

Kilezi Ruth, au nom du Groupe PSR: Lorsque j'ai lu cette interpellation, j'ai d'abord ri, non par moquerie, mais par sidération parce qu'en 2025, je me suis demandé comment il est encore possible de déposer dans un Conseil de ville suisse un texte aussi mal construit, truffé de clichés, de peurs mal digérées et d'amalgames grossiers. Puis ces rires ont laissé place à de la lassitude. Une lassitude bien connue de celles et ceux qui subissent ou combattent le racisme depuis longtemps, fatigués de devoir expliquer que le racisme n'est pas une sensation mais une réalité documentée, punie par la loi et vécue au quotidien par des milliers de personnes à Bienne comme ailleurs. La semaine d'action contre le racisme est essentielle. Elle ne fait pas l'apologie de culture étrangère, comme Monsieur Achermann semble le croire. Elle fait bien plus, elle éduque, elle déconstruit les peurs, elle donne la parole à celles et ceux que l'on préfère faire taire et elle offre des outils à toute la population. A vrai dire, Monsieur Achermann gagnerait à y participer. Non pas pour valider des identités qu'il rejette mais pour comprendre comment le racisme a commencé, comment il s'est construit dans l'histoire et comment il continue de se manifester aujourd'hui. Le racisme n'est pas né avec l'immigration récente, il a des racines historiques profondes, coloniales, économiques et politiques. S'il s'était un minimum instruit sur les mécanismes du racisme, il aurait probablement évité de déposer un texte aussi désinformé, basé sur des impressions personnelles, sans lien réel avec la mission du service de l'intégration. Il aurait compris que non, lutter contre le racisme n'est pas diviser la population mais, au contraire, la rendre plus juste, plus forte, plus unie.

Non, parler du voile, de l'africanité ou des identités multiples ne menace pas les valeurs suisses et non, consacrer 0,1% du budget communal à des politiques d'intégration n'est pas un luxe mais un investissement dans la paix sociale, l'égalité et la démocratie. Il aurait aussi compris que l'intégration n'est pas une obligation d'assimilation mais un processus réciproque, basé sur le respect, la justice et la connaissance mutuelle, pas sur la domination culturelle. Je terminerai en disant ceci, ce genre d'interpellations doit être critiqué clairement, non seulement parce qu'elles sont maladroites, mais parce qu'elles reproduisent les mécanismes du racisme lui-même, réduire l'autre à une caricature, lui dénier la parole, instrumentaliser sa présence comme un danger. Pour conclure, sur votre propre terrain, si vraiment vous teniez à faire comme les Romains, alors commencez par respecter le sérieux des institutions romaines parce qu'à Rome, on ne jetait pas des textes mal construits dans l'arène politique.

Pittet Natasha, Directrice de l'action sociale et de la sécurité: Pour une chose, je suis contente d'avoir pu rédiger cette réponse parce que l'on a pu vraiment montrer ce que fait le service d'intégration. Il y a peut-être de nombreuses personnes qui se posent la question. Maintenant, cette réponse est publique, elle est en ligne, tout le monde peut aller voir et si vous voulez voir de plus près, le service d'intégration a déménagé aujourd'hui juste ici en face. Donc, je vous invite à aller rendre visite.

Monsieur Müller, vous avez posé d'autres questions qui concernent l'Administration. Vous parlez du peu de personnes à l'origine migratoire au sein de l'Administration. Je peux vous dire qu'au sein du Conseil municipal, nous sommes 2 sur 5, des femmes. Vous regrettez qu'il y ait trop de femmes dans l'Administration. Je peux encore vous dire que chez les cadres, c'est plutôt une tendance en augmentation même si on n'est pas à parité. Vous parlez aussi des personnes de Gauche, et pour citer la CTS je peux vous dire qu'au sein de cette entité, il y a des personnes de Droite, notamment Monsieur Feurer, Madame Stebler qui ne sont pas connus pour être des femmes d'origine migratoire blanches et de Gauche. Je vous invite donc à contrôler vos faits avant de faire des assertions. Sinon, je vous invite à aller voir, pour ce qui concerne les employés de la Ville, sur le site internet, la page qui concerne le comité pour l'égalité et l'inclusion. C'est ce comité qui est responsable de ce qui se passe au sein de l'Administration et pas pour ce qui se passe dans tout le reste de la Ville.

Müller Lukas, EDU: Vielen Dank für Ihre Antwort. Ich finde es sehr gut, wie Sie sich für die Stadtverwaltung einsetzen. Sie machen das wirklich gut. Ich weise trotzdem darauf hin, dass die gleiche Person, welche im Moment Tourismus «Jura Drei-Seen-Land» präsidiert, auch der Präsident der Verkehrsbetriebe Biel ist und den Verwaltungsrat der Bielersee Schifffahrtsgesellschaft präsidiert. Es ist eine linke Person und ein Mann. Mir fällt auf, dass in den Verwaltungen sehr wenige Leute mit anderen Hautfarben sind. Ich sehe dort auch sehr wenige Leute, die sich zur SVP bekennen oder zur FDP. Ich weiss nicht, woran das liegt, aber die gut bezahlten Stellen in der Verwaltung sind in der Schweiz in der Hand von linken, weissen Personen.

Les intervenants sont satisfaits de la réponse du Conseil municipal.

Boly Kady, 1ère vice-présidente: Etant donné que nous avons pu traiter tous les objets à l'ordre du jour, je vous informe qu'il n'y aura pas de séance demain soir. Je vous souhaite une bonne suite de soirée. Merci.

22. Nouvelles interventions

**20250295 Dringliches Postulat, Wassmann Leona, Fraktion SP/JUSO, Burri DSS
Rahel, Fraktion SP/JUSO, Schultz Moema, Fraktion PSR, Boly
Kady, Fraktion PSR, Urweider Vera, Fraktion Zukunft Biel / Mitte,
Varrin Océane, Fraktion PRR, Magnin Nadia, Fraktion Grüne,
Schlup-Eigenmann Katharina, Fraktion GLP+**

Intervention für die Beibehaltung der Hotline AppElle

**Postulat urgent, Wassmann Leona, Groupe PS/JS, Burri Rahel, ASS
Groupe PS/JS, Schultz Moema, Groupe PSR, Boly Kady, Groupe
PSR, Urweider Vera, Groupe Avenir Bienne/Centre, Varrin
Océane, Groupe PRR, Magnin Nadia, Groupe Les Vert-e-s, Schlup-
Eigenmann Katharina, Groupe PVL+**

Intervention en faveur du maintien de la ligne d'urgence AppElle

**20250296 Dringliche überparteiliche Interpellation, Stolz Joseline, Fraktion FID
PSR, Rüber Stefan, Fraktion Grüne, Eggli-Aerni Roland, GLP**

Wie kann es sein, dass die Stadt ihre Liegenschaften verlottern lässt
und letztendlich ihre Mieter auf die Strasse stellt?

**Interpellation interpartis urgente, Stolz Joseline, Groupe PSR, DFI
Rüber Stefan, Groupe Les Vert-e-s, Eggli-Aerni Roland, PVL**

Comment se fait-il que la Ville laisse ses biens immobiliers se
délabrer et finisse par mettre ses locataires à la rue ?

**20250297 Überparteiliche Motion, Koller Levin, Fraktion SP/JUSO, Stolz PRA
Joseline, Fraktion PSR, Tonon Ariane, Fraktion Grüne, Eggli-Aerni
Roland, GLP**

Freiraum am Passerellenweg sicherstellen

**Motion interpartis, Koller Levin, Groupe PS/JS, Stolz Joseline, MAI
Groupe PSR, Tonon Ariane, Groupe Les Vert-e-s, Eggli-Aerni
Roland, PVL**

Pérenniser l'espace libre au chemin de la Passerelle

**20250299 Überparteiliche Motion, Clauss Susanne, Fraktion SP/JUSO, Boly BEU
Kady, Fraktion PSR, Eggli-Aerni Roland, Fraktion GLP+,
Augsburger-Brom Dana, parteilos**

Baumschutz sofort

**Motion interpartis, Clauss Susanne, Groupe PS/JS, Boly Kady, TEE
Groupe PSR, Eggli-Aerni Roland, Groupe PVL+, Augsburger-
Brom Dana, hors parti**

Protéger les arbres dès maintenant

20250300	Motion, Müller Lukas, EDU	DSS
	Keine Prostitution in der Nähe unserer Schulen	
	Motion , Müller Lukas, UDF	ASS
	Pas de prostitution aux abords de nos écoles	
20250301	Postulat, Corbaz Catherine, Grüne, Schlup Nina, JUSO, Urweider Vera, parteilos	PRA
	Es braucht neue Massnahmen im Kampf gegen die Lohnungleichheit in der Stadt Biel	
	Postulat, Corbaz Catherine, Les Vert-e-s, Schlup Nina, JS, Urweider Vera, hors parti	MAI
	De nouvelles mesures s'imposent pour lutter contre l'inégalité salariale en ville de Bienne	
20250302	Postulat, Wassmann Leona, Fraktion SP/JUSO, Schultz Moema, Fraktion PSR, Kilezi Ruth, Fraktion PSR, Urweider Vera, Fraktion Zukunft Biel / Mitte, Magnin Nadia, Fraktion Grüne, Varrin Océane, Fraktion PRR, Augsburger-Brom Dana, parteilos	DSS
	Wiedereinführung des Runden Tisches gegen häusliche Gewalt	
	Postulat , Wassmann Leona, Groupe PS/JS, Schultz Moema, Groupe PSR, Kilezi Ruth, Groupe PSR, Urweider Vera, Groupe Avenir Bienne/Centre, Magnin Nadia, Groupe Les Vert-e-s, Varrin Océane, Groupe PRR, Augsburger-Brom Dana, parteilos	ASS
	Réintroduire la Table ronde contre la violence domestique	
20250303	Postulat, Müller Lukas, EDU	DSS
	Doppelbestuerung von Anwohnerparkkarten abschaffen	
	Postulat , Müller Lukas, UDF	ASS
	Supprimer la double imposition des cartes de stationnement pour les riveraines et riverains	
20250304	Postulat, Müller Lukas, EDU	FID
	Ablösung der Marktpolizei durch eine automatisierte Softwarelösung/AI, Umwandlung in Gemeindepolizei	
	Postulat , Müller Lukas, UDF	DFI
	Remplacer la police des marchés par un logiciel automatisé ou une IA et la transformer en police municipale	

20250305	Postulat, Müller Lukas, EDU Handyverbot für Schülerinnen und Schüler	BKS
	Postulat , Müller Lukas, UDF Interdire les téléphones portables aux élèves	FCS
20250306	Überparteiliche Interpellation, Boly Kady, PSR, Corbaz Catherine, Grüne, Wassmann Leona, SP Mehr Engagement der Bürgerinnen und Bürger dank vorfrankierten Abstimmungskuverts	PRA
	Interpellation interpartis, Boly Kady, PSR, Corbaz Catherine, Les Vert-e-s, Wassmann Leona, PS Augmenter l'engagement citoyen avec des enveloppes de votes déjà affranchies	MAI

Fin de la séance / Schluss der Sitzung: 22.46 heures / Uhr

Der Stadtratspräsident / Le président du Conseil de ville:

Mohamed Hamdaoui

La secrétaire générale adjointe du secrétariat parlementaire /
Die stellvertretende Generalsekretärin des Parlamentssekretariats:

Isabelle Egger

Protokoll:

Rita Flückiger

Nathalie Scheurer

Procès-verbal:

Floriane Pinto Bernardino